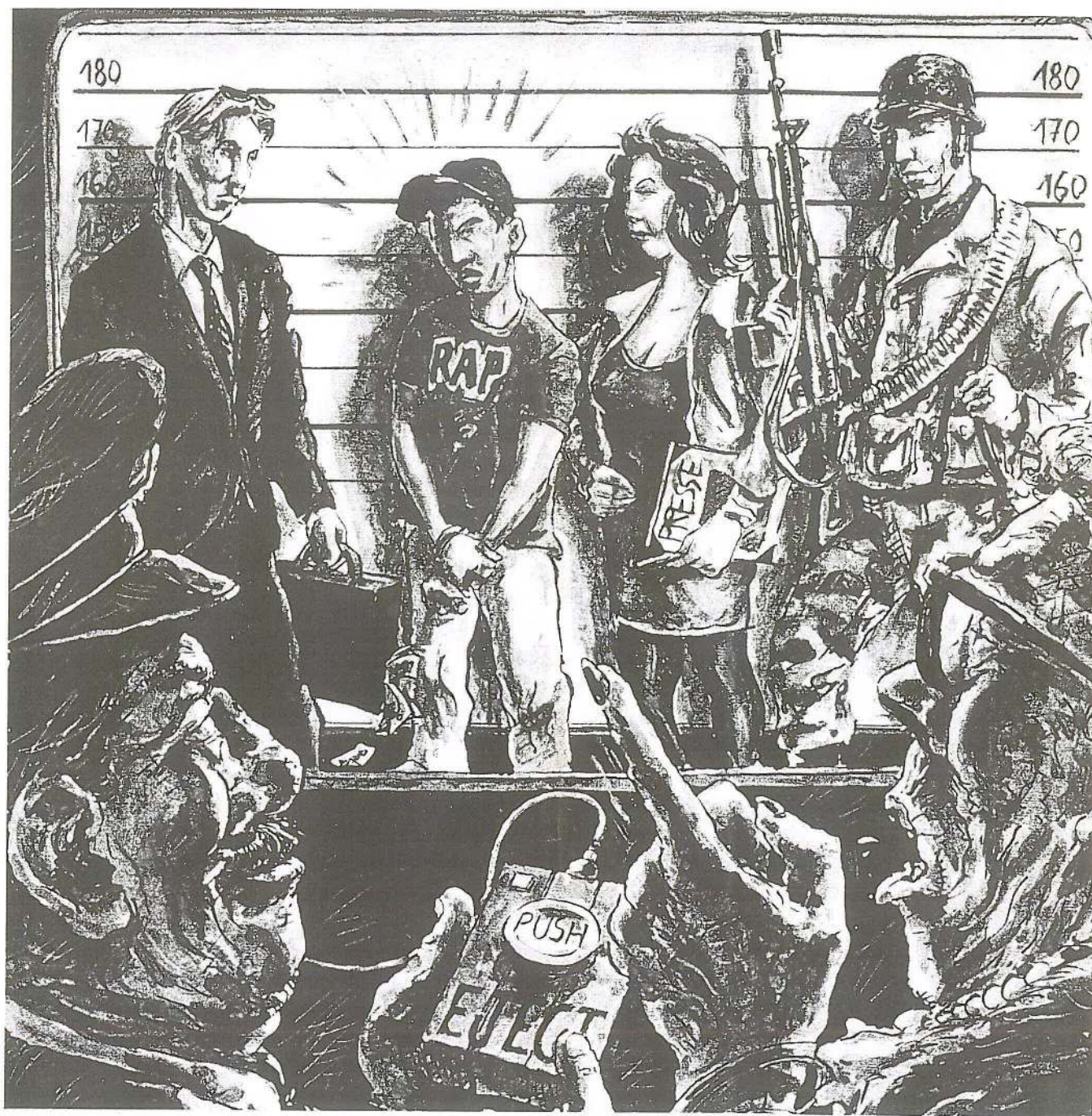


Le COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
Section de l'Association Internationale des Travailleurs

La Lettre du C.D.C. Midi-Pyrénées - ISSN 1240-0009 CPPAP 72171 - Numéro 73 - Avril - Mai 2002 - 1,5 Euros



**LA TOLERANCE ZERO,
EST L'EXPRESSION DE LA PENSEE ZERO !**

La Lettre du C.D.E.S.,
bulletin du réseau
Le Combat Syndicaliste,
est le bimestriel de l'union régionale
Midi-Pyrénées de la CNT-AIT.

Il est en ligne sur :
http : // cnt-ait.info

Pour contacter le journal :

Le Combat Syndicaliste,
CNT-AIT, 7 rue St-Rémésy
31000 Toulouse
Tél-Fax : 05 61 52 86 48

Abonnement un an :

Tarif normal : 7,5 Euros
Abonnement de soutien : 15 Euros ou plus
libellez vos chèques à l'ordre de :
CDES, CCP 3 087 21 H Toulouse

Secrétariat régional :

CNT-AIT, B.P. 158
82001 Montauban cedex

Autres adresses :

Secrétariat de l'AIT: AIT, NSF boks 1977,
Vika, N-0121 OSLO, Norvège.
CNT, Bureau confédéral, B.P. 511,
64010 Pau Université.
UR Aquitaine : CNT, BP 16,
24650 Chancelade.
UR Méditerranées : CNT,
9 rue Duchalmeau, 66000 Perpignan.
UR Normandie : CNT, BP 2010,
14019 Caen Cdx.
UR Paris-Nord : CNT, BP 352,
75526 Paris Cdx 11.
UR Centre : CNT, BP 1303,
37013 Tours Cdx.
UR Est : CNT, C/o CESL, BP 121,
25014 Besançon Cdx
Rhônes-Alpes : CNT, BP 223,
38405 St Martin d'Hères Cdx.

"La Lettre du C.D.E.S."

ISSN 1240-0009 CPPAP 72171

Directeur J. Pastor
IMPSPE CNT.AIT

Le C.S. est rédigé, réalisé et imprimé à
titre militant par des adhérents
de la CNT-AIT, chômeurs ou salariés,
après leur journée de travail.

Qui est fou ?

Richard Durn était fou. Seul un fou peut décharger son arme sur un conseil municipal. Qu'il soit RMiste, qu'il se décrive dans une dernière lettre à sa mère comme *"un clochard ... berné par les partis politiques"* ne change rien à l'affaire. On nous le dit, on nous le répète sans cesse. Seul un fou peut abattre les serveurs de la république. Fou, Richard *"le moins que rien"*. Fou comme ce type qui, il y a quelques semaines, s'en est allé dans la boîte qui l'avait licencié abattre des collègues de boulot et son chef de service, avant de se tracter à son tour. Fou, ce type de Béziers qui, tel un condamné, harnaché de fusils et de roquettes, narguait la police au beau milieu d'un parking d'une zone commerciale. Fous, ces enfants, ces hommes et ces femmes de Palestine qui se font exploser aux postes de contrôle de l'armée israélienne ou dans des bus. La folie, c'est donc cela ? C'est la violence aveugle de la misère ? C'est de la mort qui éclabousse le mur de l'ordre établi ? C'est du désespoir qui se venge ? Mais alors qui est fou, qui ne l'est pas ? De quelle folie nous parlent-on ?

Ce soldat israélien qui épaula, vise, suit sa cible et d'un "clic" appliqué tue un gosse de Gaza, ce soldat est-il fou ou normal ? Ce commandant de la marine italienne qui éperonne un vieux rafiot rouillé, bondé de réfugiés, et le regarde couler, est-il fou ? Cet avocat New-Yorkais qui s'en revient d'Afrique du Sud, les mains toujours aussi blanches, fier d'avoir sauvé les brevets des firmes pharmaceutiques américaines au prix de millions de morts du VIH, est-il fou ? Sharon, le boucher des camps du Liban, qui aujourd'hui encore lâche ses chiens blindés sur les camps de réfugiés pour de sanglants ratissages est-il fou ? Et Bush, dont tout le monde s'accorde pour reconnaître qu'il n'a pas toutes ses facultés mentales (les électeurs américains seraient-ils fous ?), est-il fou lorsqu'il parle *"d'axe du mal"*, et de *"croisade"* et lance ces bombardiers gorgés d'armes à l'uranium appauvri sur les montagnes afghanes ? Où sont les fous ? Qui sont les fous ?

Si Richard Durn était fou, alors Sharon est un fou encore plus inquiétant, encore plus sanguinaire. Et Bush avec sa croisade est atteint d'un excès de folie terrifiante, au sens propre : une folie qui terrorise. Ou alors, je me suis trompé : La folie, ce n'est que pour les hommes et les femmes ordinaires, pour ceux qui *"pètent les plombs"* comme l'a dit, plein d'humour, un chroniqueur de France Inter le soir où Richard Durn a vidé ses revolvers. Exclu, exilé, colonisé, exploité, tu t'explores, on t'estampille *"fou véritable"*, et on tourne la page, sans autre question. Pour les autres, pour les hommes de pouvoir, les Bush, Sharon et compagnie, ce n'est pas de la folie, c'est *"un certain courage politique"* comme l'a écrit plein d'admiration le triste Alexandre Adler dans les colonnes de Courrier International.

La mort, lorsqu'elle surgit au cœur de nos vies sages d'occidentaux appliqués, et des allures de fin du monde. Mais lorsqu'elle se répand méthodiquement, avec rigueur et application, sur des régions entières de la planète, la mort s'habille de nécessité, de démocratie, d'*"axe du bien"*. Si ce monde est fou, c'est de pouvoir et d'argent. Il est écartelé entre l'immense majorité des hommes qui vivent dans la misère morale et physique, et une minorité de possédants repus et sans autre morale que le pouvoir et le profit. Au fond, le monde n'est pas fou, il est désespéré. No princes d'Occident l'ont bien compris. Sous couvert de Ben Laden et de Richard Durn, au nom de la lutte contre le terrorisme (qu'ils ont le plus souvent armé, formé et financé) et la folie, c'est contre nous qu'ils s'arment, contre tous ceux qui refusent cet ordre établi, ce pillage organisé. S'il est une folie, c'est de croire que rien ne peut plus changer dans ce monde infâme. Derrière leurs chars, leurs boucliers antimissiles, et leurs capitales de la finance, on dirait des seigneurs féodaux, s'enfermant dans leurs châteaux, et qui, protégés par leur troupes de mercenaires, attendent et tremblant que la marée des gueux et des mendiants, en route pour la révolution, le submerge définitivement.

Bonne lecture.

Jules

ABSTENTION ACTIVE ABSTENTION MASSIVE

En 2002, l'abstention sera massive. Malgré les multiples manœuvres des politiciens (la dernière étant de laisser entendre que le hasch pourrait être légalisé, pour attirer le vote des jeunes), nombreux, très nombreux seront ceux qui claqueront la porte au nez des candidats et qui, refusant de collaborer, refuseront de se rendre aux urnes.

En témoigne, même si c'est à un niveau bien modeste, le succès inhabituel de notre campagne de propagande pour l'abstention.

En témoigne surtout le flot montant de ceux qui entendent manifester ainsi leur profond mécontentement. Les travailleurs de LU-Danone sont de ceux-là. L'information suivante n'est pas rapportée par une militante de l'abstention, par une anarcho-syndicaliste. Tout au contraire,

c'est par la déléguée syndicale CGT de LU (Le Monde du 27 mars 2002) : *"Dès le début du conflit, on a vu arriver au local syndical un nombre impressionnant de cartes d'électeur. Au début, nous avons cru que quelqu'un avait lancé le mot d'ordre, mais non, c'était un mouvement spontané. Ils étaient écœurés de la politique du gouvernement de gauche. Certains préparent des bulletins très spéciaux pour le second tour"*.

En témoigne aussi la Bérézina que viennent de subir, en cette fin de mars, les élections du réseau CNOUS (Centre national des oeuvres universitaires et scolaires). Cette consultation électorale de dimension nationale est la seule au scrutin direct et est considérée de ce fait par le ministère de l'éducation comme "l'école de la démocratie". A l'abstention, écri-

sante dans toute la France, s'est ajouté, du fait d'un mouvement d'humeur des personnels chargés d'organiser le scrutin, une pagaille monstrueuse, digne des républiques bananières, qui a fini de ridiculiser le jeu électoral.

C'est un constat nouveau : chez LU comme dans de nombreux autres secteurs, le mirage électoral est en train de s'effondrer sous l'effet des déceptions accumulées. A nous, libertaires, de faire que ce refus spontané et massif des urnes prenne tout son sens, qu'il soit sujet de réflexion pour chacun. Afin qu'au delà du rejet des candidats, vienne le rejet, dans la cité comme dans l'entreprise, du système représentatif, de la délégation de pouvoir et de l'aliénation étatique.

Poursuivons notre campagne pour une abstention massive et active. ♦

LA TOLERANCE ZERO, EST L'EXPRESSION DE LA PENSEE ZERO !

Il ne fallait pas être grand clerc pour pressentir que "l'insécurité", avec son corollaire, la "tolérance zéro", serait lors des élections présidentielles et législatives non pas au cœur du débat (car les élections

ne sont pas porteuses de débats) mais au cœur des affirmations péremptoires des candidats. Le bombardement médiatique que nous subissons depuis plusieurs mois sur ce sujet n'était là que pour préparer ce terrain.

Nous pouvions nous attendre au pire. Nous n'avons pas été déçus. Les jours que nous venons de traverser nous démontrent une fois de plus que les politiciens font feu de tout bois pour accroître la trouille dans la population.

Quand ces lignes seront publiées, il est probable

que les répercussions du contexte international auront donné lieu de leur part aux pires récupérations, aux considérations les plus douteuses, aux conclusions les plus stupides. Pour l'instant, c'est un fait divers qui a permis au chef de l'état de faire un amalgame sordide : *"L'insécurité, a dit Jacques Chirac, ça va de l'incivilité ordinaire au drame que nous avons connu"* (à Nanterre). Mais, s'il s'est surpassé aujourd'hui, les autres courants politiques n'ont jamais été en reste sur ce sujet !

Dans nos numéros précédents, nous nous sommes attachés à démontrer comment les chiffres sont trafiqués pour qu'ils disent ce que le pouvoir veut qu'ils disent et comment l'opinion publique est conditionnée. Les exemples se sont multipliés depuis. Sur TF1, le 21 mars, pratiquement tout le journal de "20 heures" était consacré à la "violence des mineurs". Trois ou quatre reportages suggéraient fortement un croissant vertigineux de cette violence

SUITE AU VERSO

Un peu d'histoire...

"N'en déplaise aux nostalgiques du bon vieux temps d'une France catholique et monarchiste, l'insécurité non seulement n'est pas un phénomène actuel ni même moderne, mais elle atteignait autrefois une ampleur qui serait considérée aujourd'hui comme parfaitement insupportable, politiquement, aussi bien que socialement. Depuis trois siècles, la tendance a été indéniablement une constante amélioration, en dépit de rares reculs ou coups d'arrêt liés à des périodes de crise. Dans le même temps, la répression (féroce sous le siècle de Louis XIV et encore extrêmement dure au siècle dernier) n'a cessé de s'adoucir en s'humanisant. L'histoire de l'insécurité est donc un démenti à ceux, hélas trop nombreux, pour qui la seule solution est de faire preuve d'une sévérité impitoyable"

Robert Chesnais, historien,
"SDF, truands et mendiants dans le Paris du Roi-Soleil" ♦

LA TOLERANCE ZERO, EST L'EXPRESSION DE LA PENSEE ZERO ! (SUITE)

ce ... alors que dans le même journal, il était reconnu (je cite) que *"contrairement à ce qu'on croit, le nombre de meurtres commis par les mineurs n'augmente pas"*... évidemment, ce constat ne prenait pas plus de 15 secondes sur près d'une demi-heure d'affirmations tendant au contraire. Autre exemple : Le Monde, dans un dossier de 8 pages (31 mars) est bien obligé d'écrire : *"Difficile à définir, impossible à chiffrer, l'insécurité ..."* Impossible à chiffrer ? Mais alors, pourquoi publie-t-il régulièrement des chiffres alarmistes ?

On l'a compris, le débat sur "l'insécurité" n'a rien de rationnel. Preuve supplémentaire si besoin en était : les insécurités les plus graves sont évacuées du débat. Sans parler des énormes détournements de fonds et escroqueries que nous payons tous à travers nos impôts, sans parler des personnes poussées au suicide par une société profondément injuste (environ 100 000 tentatives par an et 12 000 morts), de celles qui sont parquées dans des conditions infra-humaines dans des asiles psychiatriques (Le Combat Syndicaliste N° 59 a publié le témoignage saisissant

d'un agent hospitalier), dans les centres de rétention, les prisons, de celles victimes des "bavures" policières, de celles qui sont réduites à la misère, ... nous rappellerons ci-après aux politiciens, pour leur rafraîchir la mémoire, que le racisme et la violence patronale, se placent parmi les pires violences et que des millions de personnes les subissent au quotidien.

Mais, avant, qu'il nous soit permis de souligner combien toutes les affirmations avancées par les politiciens et leurs valets (sur les causes de la violence, sur son évolution dans le temps, sur les conséquences des mesures proposées) sont indigentes. Faute d'argument, c'est une suite d'idées toutes faites, de clichés, qui se succèdent. Dans leur petit livre remarquable *"Stop quelle violence ?"*, dont nous reprenons ici plusieurs arguments, S. Tissot et P. Tévanian (L'esprit frappeur. N°97. Environ 3 euros), analysent ces discours, et concluent que c'est toujours les mêmes expressions qu'on retrouve dans toutes les bouches. Et de fait, à lire la liste de clichés, de phrases toutes faites qu'ils dressent (et qui remplacent chez les politiciens toute réflexion) on a l'impression, de les entendre tous ! ♦

Parlez sécuritaire en une leçon

Les 15 expressions toutes-faites qui évitent de réfléchir

- 1) "Expansion, spirale, explosion, inexorable, exponentielle, irrésistible";
- 2) "Délinquance, insécurité, incivilité";
- 3) "De plus en plus (au choix : grave, jeunes, violents, ...)";
- 4) "Préoccupation majeure des français";
- 5) "Seine-St Denis, Mirail, Bronx, Etats-Unis";
- 6) "Lever le tabou, arrêter de se voiler la face, sur-représentation des immigrés";
- 7) "Zones de non-droit où la police ne va plus";
- 8) "Enfants (au choix : d'immigrés, de mai 68, de la télé ...)";
- 9) "Démission (au choix : des parents, de l'école...)";
- 10) "Crise de (au choix : l'autorité, la morale, l'intégration à la française..)";
- 11) "Angélisme, laxisme, impunité, plus d'excuses";
- 12) "Républicain(e) (au choix : ordre, loi, école, justice, police...)";
- 13) "Retrouver (au choix : les valeurs, la morale, l'autorité...)";
- 14) "Rigueur, fermeté, éloignement, prison, couvre-feu, centres fermés";
- 15) "Responsabilisation, suppression des allocations familiales";

(D'après "Stop quelle violence ?", Tissot & Tévanian, L'esprit frappeur) ♦

INTERDIT AU NOIRS & AUX ARABES

Vous ne le saviez peut-être pas, mais, le racisme est ...rigoureusement interdit en France. Si le sujet n'était pas souvent tragique, il y aurait de quoi se tordre de rire. *"... une discrimination ... opérée entre les personnes à raison de leur origine, ... de leur appartenance ... à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée... est punie de deux ans d'emprisonnement et de 200 000 francs d'amende lorsqu'elle consiste à refuser la fourniture d'un bien ou d'un service, ... à refuser d'embaucher ... une personne..."* (articles 225-1 et 225-2 du code pénal français). Bref, en application du code pénal, les prisons devraient être pleines de patrons, de commerçants et de propriétaires racistes ! Il n'y en a pas un. Il n'y en a jamais eu un seul, pour ses raisons, dans toute la France !

Chaque jour, des centaines de milliers de personnes se heurtent au racisme, dans tous les domaines, des plus graves (la santé, le logement, le travail) à ceux qui pourraient paraître anodins : *"Je m'appelle Mourad et avec deux de mes amis Ahmine et Caroline, nous avons décidé d'aller boire un pot dans un bar. Mais, comme d'habitude, nous avons été refoulés, seule notre copine a été autorisée à rentrer ... nous nous sommes (alors) dirigés vers une boîte de nuit. Là aussi, la réponse a été clairement énoncée : "ça va pas être possible ce soir, pas de noir, pas d'arabe"*. Je lis ça dans "Discrimination Zéro" (février 2000), une publication de la préfecture de la Haute-Garonne. Qu'elle va être la réaction de la préfecture ? Va-t-elle mener une enquête ? faire "un rappel à la loi" ? Vous n'y êtes pas : *"Il sera proposé aux... gérants de discothèques et de bars l'adoption d'une charte de non discrimination"*. "Proposé", même pas "imposé" ? Comme si cela n'avait aucune gravité ! Pourtant, ce sont des faits tels que ceux-là, des humiliations répétées, qui pourrissent la vie des jeunes, qui finissent par les pousser à bout. Et c'est d'ailleurs pour cela que les racistes les commettent. Sous le regard bienveillant des pouvoirs publics. ♦

DELINQUANCE PATRONALE : TOLERANCE 99,25 %

Les entreprises sont certainement le plus haut lieu de l'insécurité : même avec un contrat à durée indéterminée, même dans les boîtes qui font un maximum de bénéfices, les salariés vivent sous la menace permanente d'un licenciement. Les exemples récents de travailleurs jetés à la rue du jour au lendemain abondent. Pour plus d'un travailleur sur dix (soit pratiquement 2 millions d'individus) cette menace est une quasi certitude puisqu'ils sont réduits à la précarité professionnelle : contrat à durée déterminée, intérim, emploi-jeune, stage ou contrat aidé... Et la proportion de précaires ne cesse d'augmenter. L'angoisse de perdre les moyens de gagner son pain, est la violence la plus répandue. Elle facilite des pratiques patronales criminelles : harcèlement (dont on ne parle que depuis peu et pour lequel les travailleurs ne peuvent généralement pas réunir les pièces que la justice exige), homicides du travail, ...

La législation du travail fait obligation aux patrons de prendre certaines mesures de protection des salariés (mettre des filets de sécurité pour des travaux en hauteur, des chaussures de sécurité quand le sol est glissant, ...). Il est très facile de constater toutes ces infractions : un filet qui manque, des baskets à la place de chaussures de sécurité, ça se voit ... à condition qu'on veuille bien le voir. Or, le "Gouvernement de la République" a fait son choix : dans ce domaine où la sécurité est essentielle, il n'affecte que des moyens dérisoires : il n'y a pas plus de 1 300 inspecteurs ou contrôleurs du travail pour tout le territoire français. Chaque année, près de 90 % des entreprises échappent à tout contrôle. Elles peuvent continuer à violer les lois et à faire courir des risques, par-

fois mortels, à leurs salariés.

Quand contrôle il y a, les inspecteurs du travail savent par avance qu'ils ne seront pas suivis par leur hiérarchie et par la justice. Ils se limitent en pratique à ne dresser un constat en bonne et due forme que dans 3 % des infractions qu'ils observent, celles qui sont vraiment graves. Là-dessus, les tribunaux, engorgés (ils s'occupent prioritairement des voleurs de caramels), ne traitent qu'un quart des dossiers (ils en classent les trois-quarts sans suite).

FAISONS LES COMPTES

Faisons les comptes. En 1995, les inspecteurs du travail n'ont visité qu'environ 10 % des entreprises. Ils ont constaté plus d'un million d'infractions

ESCLAVAGE AU MENU

Travailler sept jours sur sept, seize heures par jour pour 1000 francs par mois, être logés à 20 (femmes et hommes) dans un dortoir, c'était les conditions qu'un fast-food toulousain "offrait" à une vingtaine de travailleurs.

Retour sur le film : au départ, au Cambodge, il y a des gens qui se ruinent pour payer 3 000 dollars un passeport et une carte de séjour, à l'arrivée, à Toulouse, il y a un patron qui leur confisque leurs papiers, qui les maintient en vase clos (travail - chambre - travail ...) et qui empoche les bénéfices. Comme les travailleurs ne parlaient pas un mot de français et comme l'administration, si tatillonne parfois, ne s'en préoccupait pas (aucun contrôle des horaires de travail...) ces esclaves ont été exploités en plein centre ville pendant des années. ♦

pour lesquelles ils auraient dû dresser procès-verbal. Ils ne l'ont fait que dans les cas gravissimes, soit 30 000 PV. Les tribunaux n'en ont traité qu'un quart, soit 7500. Sur le million d'infractions patronales constatées, 992 500 sont passées à l'as, soit 99,25 % ! Quand on en arrive à une condamnation, elle est ridicule au regard de la gravité des faits.

Grâce à tout ça, plusieurs dizaines de salariés meurent chaque année, assassinés par les conditions dans lesquelles ils travaillent.

Enfin, faut-il le rappeler, la logique du profit, qui guide toutes les entreprises, se traduit par un véritable terrorisme industriel : on fait courir aux salariés comme à la population les plus grands risques. Ici aussi, les exemples abondent. Pour ne parler que du plus récent, l'explosion d'AZF a fait, dans l'agglomération toulousaine, plus de dégâts matériels et humains que toute la "délinquance" réunie n'en a fait pendant des années ! Qu'à cela ne tienne : La réouverture du pôle chimique se profile déjà à l'horizon. ♦

HOMICIDE DE CHANTIER

Le 20 août 1999, sur un chantier de démolition, rue Lucien-Lafforgue à Toulouse, le corps de Mohamed El-Ambri, 40 ans, était découvert la tête broyée par un tractopelle.

Monsieur El-Ambri n'était pas déclaré. (Faute grave de l'employeur). Le tractopelle qui l'a écrasé était "en très mauvais état" (Faute grave de l'employeur). Aucune organisation des secours n'était prévue en cas d'accident : M. El-Ambri n'a pas été secouru, tout le monde ayant fui du chantier (Faute grave de l'employeur).

Cet homicide n'a pas ému grand monde. Seule, la CNT-AIT avait immédiatement réagi à l'époque par un tract.

En mars 2002, Monsieur Philippe Surin, le patron a été condamné à 18 mois de prison avec sursis et à une amende de 7 500 euros.

Ça n'a bien sûr rien à voir, mais, un mois avant, en février 2002, un jeune, accusé d'avoir jeté des cailloux sur le commissariat du quartier d'Empalot (aucun blessé, aucun dégât), à l'occasion du premier anniversaire de la mort d'Habib (tué par la police) était condamné, lui, à 8 mois de prison ... ferme. ♦

VOTE OU BOYCOTT ?

Notre campagne pour l'abstention nous a valu de nombreux appels et courriers de soutien. Parmi les textes reçus, un qui ne partage pas notre point de vue sur le fond, nous a semblé pouvoir intéresser les lecteurs du CS car il pose une question que nous n'avions pas débattu jusqu'ici. Nous le publions ci-après, avec une réponse d'une militante de la rédaction.

Dans les pays démocratiques, le vote est considéré comme un droit, et c'est au peuple de désigner ses représentants, ce qui explique la liberté d'expression. Je suis libre de choisir qui va me représenter et je voterai pour lui. Mais, avant d'aller voter, pour ce cas présent, ne faut-il pas se poser quelques questions ?

- Est-il réellement nécessaire d'aller voter ?

- Pourquoi dois-je aller voter ?

En France, à l'approche des élections, tout le monde parle du vote, mais très peu parlent de ceux qui n'ont pas le droit. Les personnes en question, ce sont les étrangers, tout simplement parce qu'ils ne possèdent pas la nationalité française. Mais est-ce la véritable raison ?

N'est-ce pas une grave contradiction, lorsque l'on voit le symbole de cette République qu'est "Liberté, Égalité, Fraternité".

Mais où est cette égalité ?

Les élites politiques de ce pays expliquent cette égalité autrement. Les immigrés n'ont pas le droit de vote, mais leurs enfants l'ont. Comme ces derniers disent, "C'est une chance que nous possédons vis-à-vis de nos parents".

En connaissant bien la politique de ce pays, cet acte a été construit d'une manière psychologique, afin que l'enfant d'immigré estime que c'est une faveur vis-à-vis de ses parents. C'est donc une chance de s'exprimer offerte par le gouvernement. Mais là : Attention au piège !

Pourquoi ?

Comment peut-on dire que c'est une chance, alors que les parents ont contribué à construire ce pays. Ils ont eux-mêmes construites des bâtis qui servent maintenant à des bureaux de vote. A ce jour encore, ils n'ont même pas le droit

d'accès lors des élections. Osons dire encore que c'est une chance.

Cela nous renvoie à mieux comprendre la logique française :

- Tu as la nationalité française : tu as le droit de vote.

- Tu as épuisé ton énergie, ta santé pour la France, mais tu as la nationalité étrangère : tu n'as pas le droit de vote.

A partir de cette analyse on se pose deux questions :

- Est-ce qu'il y a une réelle égalité ?

- Est-ce qu'il n'y a pas une division à l'intérieur d'une même famille ?

Pourquoi, à l'approche des élections, les élites politiques, que ce soit de gauche gouvernementale ou de droite morale, profitent de parler du cas de "ces étrangers" ? Ce qui semble évident, c'est que les étrangers ont toujours été et resteront, jusqu'à preuve du contraire, un enjeu électoral. Jusqu'à quand doit-on encore attendre une faveur de ces politiciens ? Ne doit-on pas agir nous-même ?

La solution est ni entre les mains de la droite ni celle de la gauche. Elle se trouve entre vos mains, vous enfants d'immigrés. Pourquoi ne pas continuer à exprimer votre mécontentement, mais par un acte politique ? Pourquoi ne pas appeler à boycotter ces élections et continuer jusqu'à obtenir ce droit ? Puis continuer ensemble, 1ère, 2ème, 3ème génération, encore une fois pour que le débat s'ouvre d'une façon claire sur l'immigration.

Touffie ♦



Tu as bien raison de soulever une des nombreuses discriminations envers les immigrés. Mais ne t'imagines pas que l'obtention du droit de vote résoudrait quoi que ce soit des problèmes de leur vie quotidienne. Ta proposition de refuser de profiter de ce qu'on refuse à d'autres est sympathique parce que solidaire. Mais qu'est-ce que le droit de vote ? Le droit de choisir parmi une liste d'arrivistes, tous aussi véreux les uns que les autres, tous aussi menteurs, qui comptent seulement sur leurs pompes à fric (pour financer leur campagne) et sur leur connivence avec les médias pour faire pencher la balance de leur côté. Ils en profitent même pour nous bourrer le crâne avec des problèmes montés en épingle (l'insécurité) parce qu'ils ont en poches les "solutions" qui leur permettront de nous serrer encore un peu plus la vis (contrôles, répression...). L'augmentation de la répression, c'est la seule promesse électorale que les politiciens ont réalisé. Pour les autres (régularisation des sans-papiers...) on attend encore ! Et il en va des élections municipales comme des élections présidentielles : la différence est plus dans l'ampleur des moyens mis en œuvre que dans l'honnêteté des candidats. C'est pour ça que je refuse de participer à ce simulacre de démocratie qu'est le vote. Et je ne voterai pas davantage quand les immigrés auront les mêmes droits que moi. Je veux d'autres droits que celui de choisir mes maîtres. Je veux qu'ensemble, on puisse choisir le système social, politique et économique dans lequel on va vivre, et qu'on arrête de voter pour des dirigeants, parce que ceux qui veulent devenir dirigeants sont toujours des arrivistes, qui veulent avoir plus que les autres. Je rêve d'un système où personne n'a plus que les autres, où on partage ce qu'on a, sans distinction de sexe, de lieu de naissance, de capacités physiques, intellectuelles, ou n'importe quoi d'autre. Et ça, c'est pas mon droit de vote qui va me permettre de l'obtenir !

Aline ♦

Journal de campagne d'une jeune abstentionniste

Le thème de l'abstention aux élections est un débat que les militants des Jeunes Libertaires ou de la CNT-AIT tiennent tout le long de l'année. Il prend diverses formes en fonction du moment et du public que l'on touche. C'est un débat dans lequel les échanges sont riches, mais aussi, quand nous le portons à l'extérieur, plus ou moins virulent. C'est que l'abstention constitue un acte de rupture important d'une personne face au système.

Il est clair qu'en période électorale, lorsque tous les partis se réveillent de leur longue sieste, la médiatisation est propice à leur discours. Malgré leur piteux état et leur mauvaise image, on nous rebat les oreilles de slogans tels que : *"Je veux, je vote"*, *"Voter, c'est exister"* ... J'ai même vu une affiche *"Je vote donc je suis"*, lourde de sous-entendus qui se veulent philosophiques !

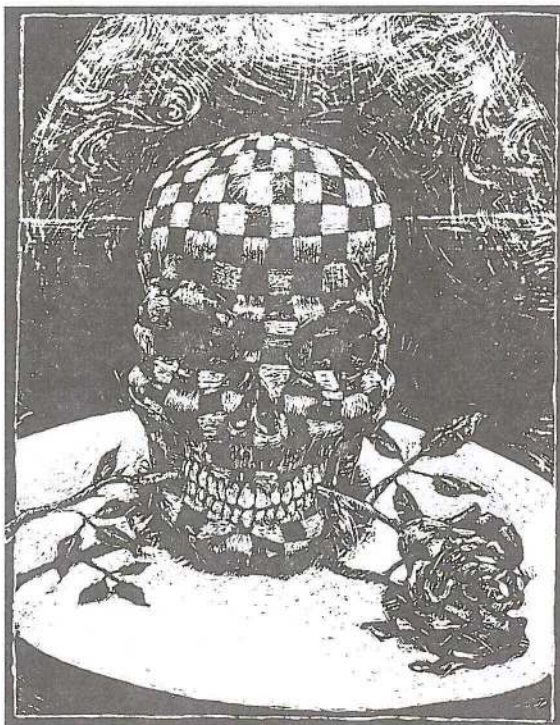
Face à cela, nous sommes en droit de nous poser certaines questions : ma volonté, mon existence et ma conscience doivent-elles dépendre d'un quart de feuille glissé dans une urne ? Nous avons donc choisi d'impulser le débat, de proposer une réflexion sur la raison d'être de ce système. Pour ma part, je pense que l'organisation de cette campagne est nécessaire, même si nous polémiqons contre des préjugés, des doxas qui sont nourries et amplifiées par les médias.

Comme la démocratie représentative se retrouve dans des situations très variées, nous avons choisi de porter le débat militant dans plusieurs domaines d'activités :

Dès le début de l'année, les Jeunes Libertaires tentent de faire entendre leurs voix auprès des lycéens et collégiens. Ce contact permet un échange réciproque de points de vue. Lors du dernier débat public que les JL ont organisé, seuls des abstentionnistes étaient présents, mais des divergences existaient sur les raisons de l'abstention. Nous avons donc réfléchi ensemble sur le pourquoi de cet acte. Le vote chez les jeunes débute très tôt, leur premier scrutin se fait en classe. Je ne pourrai pas qualifier les élections de délégués de classe de baptême, mais plutôt de création de rituel (c'est un ensemble d'actes, de paroles et

d'objets, codifiés de façon stricte, fixés par la tradition.). L'éducation civique peut être alors définie comme le moyen, la technique de conditionnement.

Autre débat, celui organisé par la CNT-AIT de Toulouse. Nous nous sommes retrouvés assez nombreux, sympathisants et militants de la région. Les problématiques ne se sont présentées qu'après plusieurs échanges, mais nous



nous sommes trouvés par la suite confrontés à plusieurs interrogations que je trouve intéressantes. A partir de questions sur le système représentatif dans l'entreprise (élections de représentants du personnel), le débat a été élargi sur des sujets comme : Quelle sera la place du "travail" dans une société autogérée ? quelle sera la place de ce que l'on nomme encore "production" ? Le débat a souvent été riche d'exemples, de suppositions, de références. Il a permis d'échanger sur l'approche des révolutions, des sensibilités

variées. De nombreuses interrogations ont alors vu le jour : Qu'en est-il de l'impulsion, de la spontanéité d'une révolution ? Quel intérêt ont les "leçons historiques" ? Personnellement, j'ai mesuré, au cours de ce débat, la liberté émancipatrice que laissent à la pensée de chacun les théories anarcho-syndicalistes. Nous nous offrons une liberté immense, celle d'être capable de faire évoluer une idée dans sa cohérence révolutionnaire globale. Ce débat était celui de militants.

Enfin, la CNT-AIT avait décidé, par la suite, de sa présence à la grande manifestation du 23 Mars contre la réouverture du pôle chimique toulousain. Je me pose souvent la question sur la nécessité d'être présente à ce genre de regroupement, aux côtés des partis, des élus... Au fond, le seul intérêt d'y être, c'est justement d'y être différents. C'est ce qui a été fait. Nous nous sommes présentés en arborant notre combat pour l'abstention, alors que de nombreux politiciens y étaient avec des objectifs électoralistes. Nous nous sommes posés avec notre table de presse au centre de la place du Capitole, et, chose non commune, l'accueil de très nombreux manifestants fut des plus chaleureux : tracts anti-électoralistes (faisant le lien entre l'explosion d'AZF et les responsabilités des élus), affiches et autocollants ont été distribués et bien reçus. Nous étions présents pour dire ce que nous avons à dire, mais nous avions décidé de ne pas suivre le cortège, un air de campagne électorale survolant ce défilé. D'autant plus qu'à côté de ce premier rassemblement il y en avait un autre, place du Capitole, celui-ci de sans-papiers. Ils étaient infiniment moins nombreux, mais leur motivation était déjà plus saine. Nous sommes donc restés un moment avec eux, et certains copains ont suivi leur cortège.

Un mot pour finir. Les répercussions du vote se font ressentir tout le long de l'année, et concernent l'ensemble de la population. Militer pour l'abstention aux élections doit donc se faire au quotidien pour élargir la prise de conscience..

Laura ♦

"Ça ne se passera plus comme ça chez Mc

Le McDo Strasbourg St Denis a rouvert ses portes après 115 jours de grève : la plus longue grève menée dans cette chaîne multinationale.

115 jours de bagarre, difficile, dans un rapport de force au début complètement en faveur de McDo et dans une entreprise connue pour ne jamais rien céder devant les revendications de ses salariés. Une lutte qui est maintenant mondialement connue. Une lutte de 115 jours qui a réveillé des envies de lutte dans d'autres restaurants de cette chaîne, dans d'autres entreprises de la restauration rapide, et du commerce (nous citons les Pizza Hut de Levallois, McDo de St Germain, McDo de Joinville le Pont, FNAC Champs Elysées, MAXI Livre Paris, McDo Ariège, Monoprix 18ème...).

Il est intéressant de noter que la stratégie et la tactique appliquée dans ces luttes retrouve largement ce qui est préconisé par les sections de l'AIT depuis qu'elles ont lancé la première journée mondiale de solidarité avec les travailleurs de la restauration rapide en 1995.

La lutte et le soutien

On ne rappellera jamais assez que c'est la détermination et l'unité des grévistes qui ont été les facteurs déterminants de cette victoire et de tout le processus de lutte et de mobilisation qui s'est déroulé autour et en solidarité avec cette grève. Le comité de soutien a joué un rôle important mais sa propre dynamique, son unité n'ont été possibles que par la dynamique des grévistes.

Plusieurs facteurs ont contribué à ces dynamiques :

Le fait qu'il s'est agi d'une lutte longue et les méthodes d'action choisies. Généralement, les luttes de précaires sont très dures à organiser et souvent, le soutien commence à se mettre en place

lorsque les conflits s'arrêtent (10 jours, 15 jours, 3 semaines). Le comité de soutien s'est réuni au bout de 3 semaines de grève et a eu ensuite le temps de prendre ses marques et de se lancer dans la bataille avec les grévistes.

Les moyens de lutte : les interventions et occupations d'autres McDo les samedis, tant dans leurs formes (les blocages étaient organisés et en même temps restaient très spontanés et improvisés, les confrontations avec les vigiles étaient plus que verbales mais étaient tout à fait assumables par tout le monde) que dans leurs objectifs (populariser la lutte auprès des clients et surtout des autres salariés de la chaîne, avec des résultats réels mais inégaux) ont contribué à donner un aspect dynamique au mouvement, en particulier par le fait qu'elles n'étaient pas tristes et qu'elles permettaient à de nouvelles personnes de s'agréger, de prendre contact dans l'action.

La manière de gérer ce conflit par McDo

Cette grève a pris une forme particulièrement active en grande partie du fait même de l'attitude de la direction : licenciement + actions au pénal, blocage complet des négociations dans un premier temps, puis tentatives d'acheter les licenciés pour qu'ils abandonnent l'action en référé (ce qui a provoqué une conférence de presse des grévistes dénonçant ces manœuvres). En représailles, le début des travaux en plein conflit a pro-

voqué une occupation des locaux (et une confrontation un peu musclée avec les vigiles) puis l'expulsion des grévistes par les vigiles a provoqué l'occupation de l'autre restaurant à Parmentier... Une succession d'événements provoqués par McDo a donc donné matière à des moments de mobilisation plus intense au cours de tout le processus de lutte. Les échéances judiciaires ont également rythmé ce conflit et alimenté sa dynamique.

Le choix politique du gouvernement

Les méthodes offensives de McDo n'ont pas été confortées par une attitude répressive du gouvernement (proximité des élections). Entre des décisions de justice dans l'ensemble favorables aux grévistes et la passivité des autorités administratives et policières, la lutte des salariés de McDo a trouvé un espace pour développer une conflictualité offensive originale. Les occupations des restaurants n'ont pas été entravées par des interventions policières : il en aurait sans doute été autrement si elles avaient été menées uniquement par des militants ou si cette lutte s'était déroulée dans le champ de compétence direct de l'état (services publics par exemple).

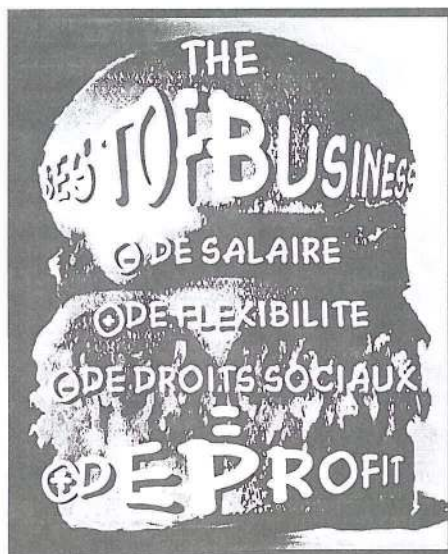
Un mode de fonctionnement souple, assembléiste

Le comité a pu fonctionner de manière efficace grâce à sa structuration :

- pas de bureaucratie ni de distribution des rôles une fois pour toutes,
- décisions prises au consensus, après débat, possibilité pour chacun de prendre en charge telle ou telle tâche et d'en être responsable devant le groupe...

Le comité n'a pas eu à souffrir de conflits internes, a su gérer l'hétérogénéité de ses membres et maintenir un fonctionnement souple et fluide.

SUITE P 9



Donalds" !

Un soutien financier important

Le montant total collecté au cours des trois mois n'a pas été suffisant pour compenser les salaires non versés mais suffisamment important pour aider les grévistes à tenir.

Un gros travail d'information

Une information importante a été produite, en direction de la population, des clients et des autres salariés de McDo : articles de presse, Internet, ce qui a permis à de nombreuses personnes ou collectifs de se tenir au courant de l'évolution du conflit à Paris comme en province. Hors de Paris, des actions de solidarité ont été menées dans une douzaine de villes grâce à ce système de communication. Enfin, l'info est sortie des frontières : des résumés de la grève ont été produits en allemand, italien, espagnol, anglais et diffusés auprès de groupes, syndicats, revues dans de nombreux pays, et notamment aux USA où quatre ex-grévistes sont invités par une coalition syndicale de Floride de travailleurs immigrés bossant pour la restauration rapide.

Perspectives

Rester vigilant devant de possibles manœuvres de McDo.

- Des luttes chez McDo peuvent surgir à tout moment. La bataille pour une vraie prime de fin d'année pourrait être un facteur d'unification.
- Même si la plupart des participants ont exprimé le souhait de maintenir des contacts, on sait qu'il est très difficile de maintenir des structures permanentes dans les moments plus calmes.

Néanmoins, les actions ne sont pas terminées, l'exemple de la FNAC PARIS est à ce titre symptomatique : ils démarrent une grève au moment où les travailleurs McDo finissent la leur. Il n'y a pas de causalité directe mais une continuité et peut-être une forte ressemblance entre ces mouvements qui sont bien dans l'air du temps. ♦

Emplois bousculés à la médiathèque de Blagnac

Des rumeurs circulaient sur un réaménagement de la médiathèque d'Odyssud. La lecture de "Forum Blagnac", bulletin d'information de la population blagnacaise, en confirmait la réalité : un choix politique (Conseil municipal du 21/09/01) n'est pas une affaire interne sur laquelle il faut se taire....

Côté personnel municipal, une approche sous forme d'enquête ergonométrique sur les postes de travail à venir de chacun avait été réalisée par un bureau d'étude privé. Comme pour beaucoup d'autres services déplacés ces derniers mois, ou mis au placard, l'opinion des employés n'a pas été demandée. Foutaises de déclarations participatives (mais que veut dire participer ?...). En décembre 2001, une lettre signée de la quasi-totalité des agents de la médiathèque demandait au maire un rendez-vous pour avoir des éclaircissements sur cette future organisation qu'implique le réaménagement de la médiathèque, et précisait les difficultés que posaient certaines réaffectations des espaces. Pour réponse, l'autorité municipale a renvoyé le personnel vers l'adjointe à la culture, laquelle s'était déjà exprimée sur le sujet (probablement insuffisamment informée par les cadres responsables de la culture à Odyssud). Plus récemment, devant ce déni d'information, les employés manifestant leur dépit ont répondu aux questions du journal RDG "La Dépêche" pour signifier leurs inquiétudes. Parallèlement la section CNT-AIT, ainsi que le syndicat local des autonomes (CMB), ont été sollicités par des membres de ce personnel pour être observateurs à toute éventuelle rencontre entre les élus et l'ensemble du personnel concerné. Par ailleurs, deux associations d'usagers blagnacais interrogeaient les élus (par le service documentation de la ville), sans vraiment pouvoir obtenir les documents administratifs souhaités ("état d'avancement insuffisant de l'étude architecturale"). Notons au passage l'absence, à ce moment, d'autres syndicats soi-disant mieux qualifiés, puisque "représentatifs" (CGT, FO, CFDT). Devant ce début de tremblement, la Maire s'est enfin décidée à envoyer son 1er adjoint, assisté des cadres figurant les principaux acteurs, à la rencontre de tout le personnel et observateurs syndicalistes (CNT, CMB). Les questionnements pertinents et sans retenue des personnels de la médiathèque ont obligé le 1er adjoint à bien prendre note de la colère face au flou jusque là existant, et à répondre à leur souci de pouvoir correctement exercer leurs missions de service public.

Différents employés ont pris directement contact avec nous à ce moment là, et pour résumer cette rencontre, nous précisons donc que le questionnement des agents de la médiathèque, conformément à la lettre collective, porte sur :

1) Une perte de surface inhérente aux dimensions du projet initial d'une "banque de prêt" unique à flux giratoire, avec écrasement des secteurs de lecture jeunesse et adultes (consacrés aux collections),

2) Une interrogation se pose sur la place de l'espace multimédia, remplacé par le bureau de direction, qui est présenté par les autorités comme "réorganisation du travail" !

3) La reformulation relative à l'organisation du travail se déclinant par affectation des postes (polyvalence évoquée, nouveaux horaires d'ouverture aux publics, le matin, le dimanche,... tout le temps ?).

Ce remue-ménage collectif a fait reculer les autorités, l'exécution des travaux est suspendue pour l'instant. D'autres révoltes seront nécessaires pour les mois à venir ! Chapeau aux collègues de la médiathèque !

Le seul point noir de cette lutte de salariés, c'est les difficultés qu'ils ont eu à rester soudés jusqu'au bout (environ 20 salariés), cela par un manque d'organisation collective à certains moments stratégiques de la lutte.

Il faudra savoir en tirer les leçons pour les luttes à venir ! ♦

SERVICES PUBLICS ?

Une famille de lecteurs, qui a décidé vivre avec son enfant, très gravement handicapée de naissance à la suite d'une malformation cérébrale (elle a actuellement 8 ans et pèse seulement 9 kg) nous font parvenir une longue lettre, d'où nous extrayons les passages ci-dessous, expliquant leurs démêlés avec les HLM, EDF, GDF. La gravité de la situation vient du fait que toute baisse de température entraîne un coma, avec risque mortel pour cette petite fille. Au delà du cas spécifique, cette lettre illustre les difficultés que certains services qui se prétendent "publics" créent à la partie la plus démunie de la population.

Nous avons décidé de changer d'appartement en juin 2000 parce que la petite maison où nous habitions à Montpezat de Quercy avait un étage ce qui n'était pas pratique pour porter notre petite, et parce qu'elle était chauffée à l'électricité et sans aucune isolation. De plus, nous étions tributaires de la voiture pour beaucoup de nos déplacements et nous avons pensé déménager sur Cahors. Nous nous sommes donc adressés à l'Office départemental de HLM du Lot et nous avons précisé les besoins particuliers liés au handicap de notre enfant, notamment les besoins de chauffage qui doivent pour elle être constants. Nous avons particulièrement insisté sur le chauffage, expliquant que nous désirions une autonomie et que nous préférions le chauffage au gaz, qui nous paraissait d'un meilleur rapport qualité-prix et qui nous permettrait un usage adapté à nos besoins, sans nous mettre en difficulté financière. Les HLM nous ont proposé un appartement de la résidence du Levant.

Afin de ne pas être dépassés par les factures de gaz et électricité, j'avais contacté l'EDF en décembre 2000 pour une estimation de nos consommations : 3000 francs par an, payables par mensualités de 300 francs par mois. Ces sommes ont été intégralement payées. Fin juillet, nous recevons un coup de téléphone d'EDF nous demandant de rencontrer Monsieur S., qui s'occupait du dossier de la résidence du Levant. Dès le début de l'entretien, il m'a jeté à la tête que je ne devais pas rester dans cet appartement, que les autres locataires avaient des rappels de facture étonnants, et que, pour notre compte, nous leur

devions encore 2504,58 f. qui n'avaient pas été facturés sur l'année 2000.

A ce moment, j'ai eu l'idée de consulter l'association Quercy Energie (ayant un agrément pour l'aide à la maîtrise des dépenses d'énergie). Leur étude laisse apparaître une différence de près du double de consommation et conclue : "Cette surconsommation ne peut être expliquée en l'état. Outre l'usage que fait la famille de l'énergie, cette surconsommation peut être due soit à un problème de facturation de GDF, soit à un ou des problèmes techniques : dans l'hypothèse où la consommation relevée serait correcte, il conviendrait de vérifier l'installation de chauffage collectif et les qualités thermiques de l'appartement".

Le chauffage a été rétabli en octobre. Entre novembre et décembre, nous avons dû, à de nombreuses reprises, demander le rétablissement de la qualité du chauffage qui, à certains moments, a été si déplorable que j'ai dû demander l'intervention des pompiers et du médecin de garde car ma petite fille était en hypothermie avec une température corporelle de 35°. J'ai dû, sur le conseil du médecin, l'entourer tout le week-end de bouillottes et de couvertures et maintenir constamment le chauffage électrique. En décembre, la Société D. a dû intervenir au moins trois fois pour "débloquer les robinets thermostatiques des radiateurs" qui se bloquaient. Les radiateurs tombaient en panne l'un après l'autre, dans une pièce puis dans l'autre. Quand cela se produisait, les radiateurs s'arrêtaient alors brutalement et je vis dans l'angoisse que cela se passe pendant la nuit dans la chambre de notre enfant pour laquelle cela aurait des conséquences terribles. Je ne dors

plus !

Le 12 décembre 2001, nous recevons une facture récapitulative d'EDF pour l'année 2001 qui se monte à 10 078,52 francs en plus des 3 000 f. que nous avons versé par mensualités. Le 25 février 2002, la facture se monte à 14 225,61 francs ! 4 200 francs en deux mois et demi ! une moyenne de 1 600 francs par mois !

Tout l'hiver, nous avons dû supporter des apports de chauffage inadaptés et inconstants, des modifications de température imprévisibles et un déni constant de ces faits par l'OPDHLM et GDF. Les interlocuteurs de ces deux services publics ont usé envers nous d'intimidation et de violences verbales. Ils nous ont fait subir un harcèlement par des mesures et une attitude discriminatoire, qui excluait toute tentative de porter une solution aux problèmes de chauffage auxquels nous étions, à cause d'eux, confrontés. Plutôt que de chercher à comprendre et à solutionner la cause des surfacturations et la mauvaise qualité du chauffage de tous les locataires de la résidence du Levant, ils ont trouvé plus commode d'éliminer les locataires des appartements qui posaient le plus de problèmes. Ils ont proposé des solutions inégales en fonction des locataires qu'ils désiraient maintenir sur l'immeuble. En fait, ce ne sont que des expulsions déguisées et imparables et une véritable discrimination qui s'exerce par des loyers trop élevés alors que les normes qui sont supposées les justifier n'existent que sur le papier.

Note : Les normes HPE (Haute Performance Énergétique) permettent aux HLM d'obtenir des subventions très avantageuses et d'augmenter les loyers en fonction du type de la norme HPE (cette norme devrait conditionner une diminution des consommations de chauffage pour les locataires). Pour une norme HPE 3, ils doivent justifier de 10 % d'économie d'énergie et ils peuvent alors augmenter le loyer de 5 %, pour une HPE, 20 % d'économie d'énergie et 6 % d'augmentation du loyer. ♦

Récit d'un mec qui rue dans les brancards

Tout individu qui entre au service des urgences du CHU passe obligatoirement par l'accueil où il doit décliner son identité. Là, selon la personne qui rédige le questionnaire d'entrée, Monsieur Ben Saïd, ou n'importe quel autre français avec un nom qui n'est pas très gaulois, se voit demander de façon insidieuse s'il est ici en vacances, ou d'autres réflexions très fascisantes de ce genre. Pour finir, un geste obscène dans son dos et Monsieur Ben Saïd attendra peut-être aussi dans la salle d'attente un peu plus qu'un autre et ainsi de suite.

Vingt heures, au service des urgences arrive un SDF. Témoignage : je cite les propos d'un cadre regardant passer le SDF à quelques mètres d'elle : "Comment peut-on être si sale ?". Le SDF, par définition sans domicile fixe, n'a plus les moyens d'être aussi propre que cette bourgeoise de surveillante BC-BG.

Que dire des détenus, individus souvent respectables, jetés en prison par une société abjecte et gardés par des argousins ? Hospitalisés, ils sont gardés dans leur chambre jour et nuit par deux flics.

Je voudrais dénoncer l'attitude de ce curé qui raconte à la famille d'un patient décédé "Dieu l'a rappelé à lui, il sera mieux au ciel, etc.". Il avait 27 ans, nom de dieu ! Je pose la question : comment peut-on entendre de telles conneries dans un cadre hospitalier dont la fonction première est de garder les patients en vie ?

Marche à suivre pour devenir cadre : le bon agent hospitalier aspire -et espère-, comme tout "citoyen" qui se respecte, à sortir de la masse. Il ambitionne un poste de chef, une bonne rémunération. Sur son chemin, il ne se gêne pas avec son prochain. Il sait à merveilles se faufiler, bousculer, insinuer, intriguer, piétiner, écraser. Et bien entendu, il sait aussi flatter, encenser, être obséquieux et servile.

L'hôpital, qui devrait être un lieu d'accueil des personnes blessées, malades, en détresse physique ou mentale, se transforme bien souvent sous les influences des médias et de la société bourgeoise en un endroit hostile envers les plus opprimés.

Un brancardier ♦

EN MUSIQUE

ARGENTINE : LE SON DES CASSEROLES

En Argentine, la chanson est une arme de combat. Perspective Libertaire a eu l'excellente idée de réunir sur ce CD, autoédité, 11 chansons de révolte, populaires et variées et quelques concerts de cacerole. C'est extra. Il est vendu au profit de la FORA (Fédération Ouvrière de la Région Argentine) - 10



Euros, port compris. Vous pouvez passer commande au journal. Chèques à l'ordre du CDES.

MORICE BENIN : "La landoj existas ne"

Morice Bénin chante en Espéranto. car "être compris d'une belle et franche grappée d'utopistes à travers le vaste monde m'émeut au plus profond". Une superbe réalisation de Vinilkosmo, 31450 Donneville (Tel : 61 81 95 65)

Caissière en colère

Pendant un mois et demi, les francs et les euros ont tous deux été nos monnaies. Ceci n'a pas facilité le travail des caissières, bien au contraire. Elles ont dû, en plus de leur travail, jouer le rôle de banquiers, rendant systématiquement la monnaie en euros sur tout paiement en francs. Ceci nécessita des fonds de caisse en euros conséquents, et, bien entendu, ceci amena à gérer des doubles caisses, qu'il fallait compter à chaque fermeture. Bref, des journées plus longues, avec des caisses à recompter plusieurs fois du fait de la présence de beaucoup d'erreurs : méconnaissance de la nouvelle monnaie, myriade de petites pièces (1, 2, 5 centimes).

A cette période légèrement critique s'est ajoutée la non moins extraordinaire période des soldes. Imaginez-vous une ruée de personnes se jetant frénétiquement sur les articles, frappant à la porte du magasin une heure avant l'ouverture, quémandant à tout bout de champ auprès des vendeuses "et cet article, il est soldé ?" et allant jusqu'à l'insulter quand il ne l'était pas ! Tout ça pour quelques articles non

indispensables ! Il faut savoir que tout article soldé gardera son prix, même après la période des soldes, alors pourquoi une telle frénésie ?

Outre la nouvelle monnaie, outre les clients excités, cette période a été celle des contrôles intempestifs : "le client mystère" qui en fait vient noter la qualité de l'accueil et le travail des vendeuses, et les contrôleurs de la concurrence et des fraudes, venus pour vérifier que les prix n'avaient pas flambé lors du passage à l'euro. Or, ils ont flambé, mais les contrôleurs n'ont rien fait. Par exemple, une article à 99 francs, soit 15,09 euros avant et pendant la période de passage à l'euro est aujourd'hui à 15,90 euros. Vous me direz qu'il n'y a qu'une permutation du 9 et du 0, mais cela équivaut à une augmentation de 0,89 euros, soit 5,30 francs. Alors, si vous trouvez que vos euros défilent vite, c'est normal. Le coût moyen de la vie a augmenté, mais vos salaires ont-ils suivi cette inflation ? Pour ma part, même si l'arrondi s'est fait au-dessus, je suis loin du compte !

Une caissière qui en a marre. ♦

AZF, TOUT VA BIEN !

Six mois après la catastrophe, "Chimie, ça repart" peut-on entendre ou lire de plus en plus souvent. Petit à petit, les politiciens, les patrons et responsables d'industrie, les gouvernants qui sont les véritables responsables de nos malheurs, sont en train de nous expliquer, aidés en cela par bien des organisations ou associations réformatrices, profitant de l'aubaine pour tirer la couverture à eux, au travers des médias, faisant en cela le sale boulot pour lequel ils existent, que cela va repartir dans la plus stricte sécurité garantie par le label créé pour la circonstance et qu'il est donc inéluctable pour la population de vivre à nouveau avec la bombe pour compagne quotidienne.

C'est balaise : ils arrivent même à faire descendre les bons ouvriers dans la rue pour nous dire que leurs usines, elles sont les plus belles, les plus sûres et eux, ils sont les meilleurs et que nous ne risquons rien, c'est garanti par le label cité plus haut ! Et puis, "faut bien travailler ma brave dame, mon brave homme, pour manger...". Mais là, je me dis qu'enfin, il faut plus être grand chose pour accepter de reprendre le travail dans une usine où des amis, des collègues de travail, de galère sont tombés, ont crevé par la faute de Mr Total et de l'état, pour défendre des emplois servant à fabriquer de la mort, à tuer des gens à l'autre bout de la planète (et à l'occasion à Toulouse, alors que nous avons déjà toutes les garanties de sécurité), tout ça dans un seul but : le seul profit du système capitaliste. Ne faudrait-il pas plutôt s'organiser autrement, pas avec un slogan créé pour manipuler, mais s'organiser pour une vie utile à l'homme et à la planète, plutôt que de participer à créer sa propre misère en fabriquant tous les jours de la mort pour... le SMIC, ou même un peu plus ? Qu'est-on prêt à accepter avant d'avoir la conscience de la révolte, enfin, la révolte, j'veux dire la révolution sociale.

Je mesure le cul que j'ai eu, et vous aussi, que cela n'ait pas pété plus grave, et je me dis qu'on n'aura peut-être pas deux fois la même chance et ça, je crois que c'est une chose qu'il nous faudrait utiliser intelligemment. Et pour cela il ne tient qu'à nous de nous organiser.

Une dernière chose pour conclure provisoirement : ma grand-mère, à l'époque où nous habitions à Bagatelle, me disait "un jour, ça va nous péter à la gueule"... Moi, j'étais gosse, j'avais 7 ou 8 ans.

Je l'avais jamais oublié, elle avait raison !

Un lecteur
(qui a peur du boum) ♦

CAMPING JEUNES LIBERTAIRES CAMPING CNT-AIT



Lieux de rencontre entre militants et sympathisants, en pleine nature, à des tarifs comptatibles avec toutes les bourses, le camping CNT-AIT de Midi-pyrénées se déroulera du 4 au 10 août 2002. Il sera précédé par un camping organisé sur le même terrain par les Jeunes libertaires les 2 et 3 août.

Renseignements :

- Camping CNT : s'adresser à l'Union régionale (adresse p. 2)
- Jeunes Libertaires, 7 rue St Remesy, 31000 Toulouse. ♦

AUTO-MISE EN EXAMEN PREVENTIVE

Dans un précédent article ("Juge, encore un effort pour devenir anarchiste"), nous avons conseillé au juge Halphen de devenir sur le champ libertaire, sous peine de connaître un sort funeste (être nommé ministre socialiste).

Entre-temps, nous apprend "Libération", celui-ci a proposé ses services au Parti Socialiste (Parti de l'affaire Urba), puis à celui de Chevènement (ex-PS). Le premier l'a éconduit, il sera finalement candidat aux législatives pour le second. Ainsi, après avoir combattu les corrompus de droite, il rejoint ceux de "gauche". Il s'est donc attiré le jugement suivant :

JUGEMENT

Considérant que le futur député Halphen sera nécessairement corrompu ou solidaire de ceux qui le sont,

Considérant que la preuve en est apportée par l'accusé lui-même : "Il n'y a guère de marché public, pendant des années, qui ait été totalement propre", ce qui signifie qu'il n'y a guère d' élu local (y compris chez les siens) pendant des années, qui ait été totalement honnête,

Considérant de plus que l'institution judiciaire est totalement impuissante -comme il l'affirme- aux turpitudes de la sorte de délinquants auxquels il s'apprête à s'associer,

Considérant enfin qu'une telle situation, si elle survenait, serait une grave offense à la Justice,

Nous condamnons le juge Halphen (toujours pas démissionnaire) à mettre en examen le candidat Halphen de manière préventive et de le déclarer sur le champ inéligible, lui ainsi que tous ses complices.

Nous mettons tous nos moyens à sa disposition pour l'aider dans l'exécution d'une si juste sentence. ♦

LE PREMIER MAI

Le 1er Mai n'est pas un jour de fête !

C'est surtout une journée de revendications, de solidarité et d'entraide entre les exploités du monde entier, qui sont toujours en bute aux répressions des états. Dans les congrès ouvriers et surtout la 1ère Internationale des travailleurs, l'AIT (Association Internationale des Travailleurs) fut la première à décider que le 1er Mai dans le monde serait une journée revendicative et de deuil pour la journée de 8 heures et pour commémorer les martyrs de Chicago, qui furent pendus par les sbires de l'oncle Sam, de l'impérialisme américain.

Jeunes et anciens, n'ayons pas la mémoire courte !

La vieille baderne de Vichy, avec le regroupement de tous les groupuscules d'extrême droite, créèrent l'état français fasciste et de collaboration avec le régime hitlérien et mussolinien. C'est Pétain et sa clique qui promulguèrent un décret pour instaurer le 1er Mai "jour de fête", à seule fin de dénaturer l'objectif premier de cette journée. Car, comme je l'ai déjà écrit dans le CS, les lois et les décrets ne sont jamais abrogés, ils serviront toujours pour les différents régimes qui peuvent se succé-

der un jour ou l'autre.

Les centrales syndicales qui se disent représentatives, ne représentent d'après moi que la collaboration avec les états et sont en définitive des courroies de transmission pour noyer toutes les revendications et faire croire aux gogos qu'ils seront écoutés. Depuis fort longtemps, tout cela devrait être compris par ceux qui croient pourtant encore aux promesses des politiciens et mafieux de la finance.

**Les anarcho-syndicalistes
veulent aller vers un autre futur !
Pour une société écono-**

mique distributive et sans classes, pour une société gérée par les usagers, dans des assemblées générales, chaque décision étant directement prise par la base, chaque point de vue étant utile pour le bien d'un système d'auto-gestion.

Ouvriers manuels ou intellectuels, ne faites plus confiance à tous ces politiciens bavards et à tous ces apprentis qui n'aspirent qu'à "l'assiette au beurre", avec postes et prébendes. S'ils se pressent tant au portillon de l'état, c'est que les places sont toujours bonnes pour magouiller la finance.

Pour un 1er Mai de luttes directes et sans compromissions avec les politiques de tous bords, solidaires contre toute forme de répression, soyons réalistes et allons toujours en avant. Contre toutes les sectes religieuses et politicardes. Jeunes et anciens, prenons en mains notre devenir !

Vincent ♦

Vieille Bourse du Travail de Bordeaux :

L'OCCUPATION CONTINUE !

L'occupation, à l'initiative de la CNT-AIT de Bordeaux, de la Bourse du travail historique (pour protester contre sa vente au privé - voir le CS N° 72) se poursuit. Le Tribunal correctionnel, saisi en référé par le nouveau propriétaire, a relaxé ce 2 avril la CNT (poursuivie en tant que personne morale) et huit militants, après avoir reconnu le caractère légitime de leur occupation, mais sans remettre en cause la vente du bâtiment par la Mairie de Bordeaux. L'occupation continue donc de plus belle pour obtenir que la Bourse reste un bien collectif, social et culturel. Plusieurs manifestations ont eu lieu. D'autres sont programmées dans les jours à venir. Pour en savoir plus : passez au 42 rue de Lalande ! ♦



Argentine : leçons

Depuis cet hiver, les habitants de l'Argentine attaquent l'Etat, ridiculisent ses complices de gauche et d'extrême gauche, défient le capital, mettent en pratique les assemblées générales à une échelle jamais revue depuis l'Espagne de 1936, et tout cela sans qu'apparaisse quelque leader que ce soit. Ils ont choisi de lutter de manière libre contre le terrorisme de l'Etat et du capital. A Buenos Aires les habitants s'organisent dans les assemblées générales de quartier et essayent de prendre leur vie en main.

Quelle que soit son issue, ce mouvement a déjà fracassé les vieux moules idéologiques en mettant en pratique deux nouveaux atouts (qui seront désormais ceux de la lutte de classe internationale) : la démocratie directe, le rejet des institutions étatiques *1.

Cette nouvelle donne de la révolution internationale devrait réjouir le mouvement anarchiste. Mais, en France comme ailleurs, il est trop souvent empêtré dans des pratiques qui démontrent sa perméabilité à l'idéologie dominante : participation au spectacle de l'antimondialisation, réformisme dans les entreprises sous prétexte de "syndicalisme efficace", alliances minables, ici avec les régionalistes, là avec des gauchistes... Il est temps, si nous voulons vraiment proposer et participer à la construction d'une autre société, libre et juste, de revenir à nos sources, c'est-à-dire à une pratique en cohérence avec nos idées, une pratique horizontale, autonome et non spectaculaire. En ce sens les événements d'Argentine donnent aux anarchistes du monde entier une leçon.

Etonnante position de quelques libertaires

Le 20 Décembre 2001 la population s'affronte à l'Etat et l'alliance des classes les plus pauvres et des classes moyennes se produit. C'est pour une bonne part le résultat d'une manœuvre politicienne ratée.

Au départ, les classes moyennes voulaient simplement récupérer leurs placements bancaires et se moquaient bien de la misère des autres. Pendant ce temps, les plus pauvres, réduits à la famine, se servaient directement depuis plusieurs semaines dans les grands maga-

sins. Le gouvernement argentin pour préserver les intérêts du capitalisme international avait mis en route un nouveau coup d'état et se préparait à se poser en défenseur de l'ordre contre "l'anarchie". Il pensait que les classes moyennes se regroupaient autour de lui en acceptant ce marché : être ruinées mais sans "insécurité". Clef de voûte de cette stratégie, la promulgation de l'état de siège a eu l'effet contraire : elle a scellé l'alliance de tous les mécontents. La cause en est simple : en Argentine, une foule immense a compris comment fonctionnait le système et a décidé de rompre avec lui et avec tout ce qui le représente. C'est pourquoi, dès le 20 décembre, la lutte se caractérise par le rejet des partis politiques et des syndicats. Ce rejet va donner lieu à une étonnante prise de position de la part d'une fraction du mouvement anarchiste. L'OSL d'Argentine déclare : *"Mais curieusement, un des signes distinctifs de la manifestation (du 20/12/2001) fut le refus absolu des partis. Cette attitude, promue par les médias, jouait en faveur de la désorganisation et de la fragmentation, terrain favorable à la droite ..."*. Cette position a été répercutée, sans commentaire, par l'OSL Suisse, et par d'autres organes de presse anarchiste comme "Alternative Libertaire" en France et "Tierra y Libertad" en Espagne. Elle prend lamentablement la défense du parlementarisme. Elle véhicule l'idée contre-révolutionnaire que sans les appareils politiques et syndicaux les mouvements populaires ne peuvent avoir d'existence ! Or que ce passe-t-il le 20 Décembre ? La foule est dans la rue, l'état est débordé, les partis et les syndicats sont rejetés, la police tue sauvagement trente et une per-

sonnes, la confusion règne. Faut-il s'effrayer de cette confusion ? C'est le lot de tout mouvement révolutionnaire que de devoir se structurer au milieu des contradictions de ceux qui font la révolution. C'est le rôle de chaque militant anarchiste de se retrousser les manches, d'apporter toutes ses forces pour clarifier et unifier, grâce au projet communiste-libertaire, les classes exploitées en lutte contre l'état et le capitalisme.

En quoi, dans cette tâche révolutionnaire les partis ou les syndicats peuvent-ils jouer un rôle ? Qu'est ce que cela veut dire de poser le problème en termes de "droite" ou "gauche" quand manifestement il se situe en termes de "révolution" et de "contre-révolution" ? Il faudrait nous donner quelques explications ! Au contraire, nous, nous disons merci aux argentins révoltés d'avoir accompli ce premier pas nécessaire, cette première étape authentiquement révolutionnaire.

Clarification et détermination de quelques autres

Il y a donc en Argentine des "militants libertaires" qui ont rejoint le raisonnement des groupuscules gauchistes dans leur volonté de saboter toute tentative d'auto-organisation populaire.

Face à eux, la Fédération libertaire argentine, la FORA (Section argentine de l'A.I.T.) et d'autres militants ont pris la mesure des aspects positifs de la lutte. Dès janvier 2000, "Organizacion Obrera" (Organisation ouvrière), la feuille de la FORA explique les principaux aspects de la lutte. Elle dénonce très clairement les syndicats et les politiciens de gauche et d'extrême gauche, adversaires des ouvriers. Donc, leur rejet par la population est un signe encourageant. Puis "Organizacion Obrera" insiste sur la définition des concepts anarchistes et leur méthode. Elle rappelle que si l'état et les institutions dénoncent la situation argentine comme l'anarchie, pour le moment, ce n'est pas l'anarchie dans le

SUITE P 15

pour l'anarchisme.

pays ! Ce qui se produit, c'est une étape de la décomposition du pouvoir. En fait le chaos dans lequel sont plongés les habitants de l'Argentine est dû à l'Etat et au capitalisme et non aux idéaux anarchistes.

Les anarcho-syndicalistes argentins savent que si la période est importante il reste aux masses beaucoup de pain sur la planche pour organiser une société sur des bases sociales et libertaires. C'est pourquoi ils insistent pour donner à leur projet une réalité bien concrète. *"Nous autres militants de la FORA nous constituons une organisation ouvrière qui a pour finalité sociale le communisme-anarchiste et cela ne signifie pas que toute la journée nous cassions des vitres. Cela, c'est ce que veulent faire croire ceux qui mentent pour conforter leur bien-être économique et leur pouvoir politique. L'anarchisme au contraire signifie une nouvelle société avec une structure horizontale, sans bénéfices pour les uns au détriment des autres, où chacun puisse décider en assemblée libre des orientations économiques et quotidiennes. Cette société n'est possible que dans un cadre d'égalité économique et sociale pour tous ceux qui la composent ..."* Toujours dans cette feuille, un article propose que soient impulsées des assemblées générales de lotissements, une assemblée de délégués de quartiers mandatés révocables, des délégués locaux, régionaux, et internationaux, toujours révocables et le contrôle de la production et de la consommation par les dites assemblées.

Enseignements pour le futur

Ces contributions sont non seulement cohérentes avec nos idées mais elles correspondent à la réalité. La preuve, la voici. Alors que les moyens de la FORA ne lui permettent qu'une diffusion confidentielle de ses idées, la population argentine retrouve, invente, des fonctionnements qui entrent en résonance avec

les propositions Foristes. Dès la mi-février des témoignages abondent sur l'étonnant niveau d'auto-organisation de la population argentine. Par exemple, un article du Monde du 20/02/02 nous signale les faits suivants : *"A Buenos Aires les habitants s'organisent en Assemblées de Quartier (...). 'Qu'ils s'en aillent tous !' ce slogan vise aussi bien les politiciens, les juges, les banquiers ou les syndicalistes argentins (...). Tous les dimanches les différentes délégations de quartiers tiennent leurs Etats Généraux où les orateurs se succèdent pour informer du travail dans chaque quartier et proposer de nouvelles consignes de lutte ... Toutes les décisions se prennent par un vote à main levée, aucun orateur ne peut parler au nom d'un parti politique, les postes de délégués sont rotatifs ..."* D'autres témoignages suivront décrivant la position inconfortable des politiciens et des syndicalistes, qui, pour la plupart se voient obligés de se déguiser pour pouvoir sortir dans la rue. Bien sûr, on imagine ce que tout cela peut faire comme peine aux apprentis leaders !

La population argentine mène une lutte magnifique. Mais il nous faut tempérer notre optimisme. Pour plusieurs raisons. La principale est que ceux qui sont assez forts pour se présenter habituellement comme les défenseurs des exploités alors qu'ils n'en sont que les proxénètes cherchent déjà à pénétrer, noyauter, pervertir les structures de bases en accentuant les multiples contradictions et difficultés qu'elles ont à résoudre au quotidien. Car la pratique de la démocratie directe est difficile. Surtout lorsque les conditions sociales, comme la réappropriation collective des moyens de production, ne sont pas réalisées. Les canailles de la bourgeoisie, de la politique et syndicalisme, avalent quelques couleuvres. Elles attendent. Si la lutte fléchit, si ceux qui doivent travailler pour vivre se fati-

guent, s'ils retournent regagner leur pain quotidien, alors elles pourront manœuvrer pour reprendre le pouvoir et relancer le capitalisme. Cela jusqu'au jour où les prolétaires du monde, prenant exemple sur ce qui se passe en Argentine, se donneront les moyens d'abolir l'esclavage économique.

Yvon

*1 Ces faits sont à rapprocher de ceux survenus en Algérie en avril 2001 à la suite de l'assassinat d'un jeune homme par les gendarmes. *"Le trait le plus remarquable de l'insurrection algérienne est sans conteste son auto organisation. L'hostilité aux partis politiques et à 'toute proximité avec le pouvoir', la méfiance devant toute représentation incontrôlée, le refus de servir une fois encore de piétaille à des manœuvres d'appareil, tout cela a trouvé son accomplissement positif dans la généralisation et la coordination des assemblées de villages et de quartiers..."* Jaime Semprun, *"Plaidoyer pour l'insurrection algérienne"*, Encyclopédie des nuisances. ♦



La violence institutionnelle ne fait pas de bruit...

La violence institutionnelle ne fait pas de bruit. Une lettre recommandée, une visite d'huissier, une saisie sur salaire et un interdit bancaire, une mesure d'expulsion, tout ça en silence. La violence d'état est silencieuse parce que la victime ne pèse pas lourd, n'a pas de nom, pas de visage, pas d'interlocuteur. Personne n'est responsable, tous sont soumis à des ordres des supérieurs.

L'institution est une énorme machine à dépersonnaliser, à déresponsabiliser. Le bon fonctionnaire n'a pas d'avis, pas de nom. Il ne prend pas d'initiative, il se plie scrupuleusement à la convenance de ses chefs. Cette école là, c'est la mort de l'individu. Toute notre société est basée sur cette déresponsabilisation de chacun d'entre nous. L'informatisation renforce cet état de soumission à de l'incontrôlable, de l'insoupçonnable. Insidieusement et sous couvert de mieux nous servir, nous sommes dépossédés petit à petit de tout ce qui fait notre quotidien. La norme s'insinue partout. Chaque "aide" de l'état s'accompagne d'une investigation dans nos vies privées. Chaque Rmiste, chaque Chômeur, chaque Parent isolé doit accepter des contrôles qui sont d'autant plus fréquents que sa situation est précaire. Petit à petit, il nous faut nous identifier à un rôle, nous conformer à des notions d'autant plus abstraites qu'elles varient selon l'interlocuteur : volonté d'insertion, bonne volonté, adaptabilité... Coupable, le précaire. A chaque entretien il doit faire preuve, il doit assimiler le vocabulaire, le discours. Il doit s'appliquer à lui-même la question. Tout est bon pour le matraquage. Les familles sont déresponsabilisées, les pauvres assistés, les pères absents, et, chaque fois, sous-couvert d'une morale qui ne s'appliquerait qu'à une partie de la population, l'individu se rabougrit dans une conformité qui lui apprendra à se tenir à sa place, ou explose dans une révolte qui le désignera aux yeux des autres comme le fauteur de trouble, le délinquant, le monstrueux individu irrécupérable. La citoyenneté, c'est l'abandon de son droit de parole, de décision, de défense au profit du peuple souverain, en contrepartie de voir la justice sociale s'exercer en faveur de tous. Mais le

peuple souverain, moi, je l'ai jamais rencontré, sinon dans la bouche des Zélites quand il s'agit d'aller voter. Nous seulement ils parlent en notre nom, décident en notre nom de rendre justice, d'enfermer des hommes en prison, de déclarer des guerres, d'expulser des hommes du fait de leur nationalité, mais ils décident que la majorité décidera de qui nous représentera. Ils ne se donnent même plus la peine de paraître respecter leur principe démocratique et proposent comme choix électoral des fascistes qui s'affichent ouvertement racistes, antisémites, totalitaires, condamnés pour révisionnisme, tenant des propos sur l'inégalité des races et balayant d'un revers de main les droits de la femme. Au nom de la démocratie, des candidats de gauche et d'extrême gauche demandent que soient représentées toutes les tendances de la société, alors qu'il suffirait de conditionner les candidatures à des critères "démocratiques" qui excluraient tout programme raciste discriminatoire et violant les droits de l'homme et la constitution. Si je vote, c'est que j'accepte de respecter le choix des urnes et de me soumettre en bon citoyen à la volonté du peuple souverain de mettre un fasciste au pouvoir ?

Je ne pense pas que ce système poli-

tique est pourri. Je pense au contraire cette politique très habile pour maintenir les injustices et les inégalités. La hiérarchie qui justifierait des revenus inégaux en fonction de la valeur de chaque individu jette chaque homme en pâture aux pires ambitions. Je ne pense pas que l'on puisse comparer les hommes ni décider du droit des uns à vivre mieux que les autres selon qu'ils seraient plus utiles à la société. Des critères de sélection appliqués dès l'école justifieraient la position sociale et les avantages matériels qui seraient la récompense d'une société reconnaissante à ses élites ! Même si cette sélection n'était pas totalement arbitraire et faussée par les origines sociales des personnes qui y sont soumises, je combattrais ce système qui nie toute notion de justice et d'équité, qui déconsidère des qualités d'originalité ou de sensibilité, voire d'une intelligence pratique qui permet actuellement à beaucoup de personnes privées du droit à l'existence de survivre dans l'illégalité. Je suis persuadée que le but d'une société est avant tout de permettre aux homes qui la composent de la remettre en cause. Les doutes me paraissent plus intéressants que les certitudes, la vérité un consensus si précaire!



J'aime le désordre ... entre deux points d'interrogations et quelques minutes de rêves, un peu de poésie pour questionner le monde. Il n'y a pas d'homme sans liberté et pas de société sans hommes libres. Et pour finir, personne pour me dire de quoi doit être faite ma liberté, mais les autres, indispensables à ma réflexion, les autres qui me font homme, les autres, comme autant de mondes inconnus, limites à ma folle et désirable solitude.

Sylvie. ♦

LES HOMMES AUX MAINS SANGLAN TES OU LE SYNDROME DE L'ILE DE PAQUES

La manière de résoudre les conflits entre les hommes est caractéristique des sociétés dans lesquelles ils vivent. L'histoire du monde nous apprend qu'il y eut de multiples façons de le faire.

QUAND LA GUERRE IMPOSE SA LOI.

Si on ne se centre que sur les groupes humains qui fonctionnent ou qui ont fonctionné sur le mode de l'affrontement, on constate que très souvent ces pratiques sont codifiées, ritualisées. Le but alors n'est pas de tuer, mais suivant les cas, de voler des biens, de faire des prisonniers ou tout simplement de marquer des points symboliques face à l'adversaire. En général, dans ces cas, l'affrontement n'est pas direct, et reculer ou s'enfuir est communément admis.

Mais l'histoire nous montre aussi comment ces codes peuvent être bouleversés par des changements d'apparence minimales et comment il peut en résulter une militarisation de toute la société. Ce fut le cas des Zoulous, conduits par Chaka. Ce dernier invente perfectionne la sagaie et invente une arme meurtrière, l'ikwa, une lance-poignard destinée à déchirer profondément les entrailles. Cette nouvelle arme, infiniment plus "efficace" va permettre aux Zoulous de conquérir le sud de l'Afrique; mais il faudra d'abord que Chaka anéantisse la réticence des zoulous à employer une arme aussi criminelle (pour le lieu et l'époque). Chaka le comprend de suite : une arme plus efficace ne suffit pas car le conditionnement psychologique est la condition première de l'efficacité militariste. Pour maintenir ce conditionnement permanent il faut modifier les règles de vie. Par exemple un mâle zoulou ne peut plus connaître de rapport sexuel avant de tuer un adversaire dans une bataille rangée^{*1}. Ni se marier avant 40 ans. Pour les Zoulous de la fin du XIX^{ème} siècle, la question de la guerre finit par conditionner tous les rapports sociaux y compris les plus intimes.

Pour ne prendre qu'un second exemple sans le développer, rappelons que l'affrontement en bataille rangée

visant la destruction des forces adverses est, dans le monde antique méditerranéen, une innovation de la société grecque. Cette stratégie nouvelle a conditionné la vie quotidienne à Sparte, pas seulement celle des hoplites (spécialistes de cette technique d'affrontement) mais de tous : les lois de Lycurgue, dictées sous l'empire de la "nécessité" militariste s'appliquaient et se répercutaient à toute la société civile.^{*2}

LE CAPITALISME REND LA GUERRE ENCORE PLUS EFFICACE

Soyons justes, le capitalisme n'est pas l'unique générateur de conflits entre les hommes. Mais son mode de production et sa technologie ont transformé ici aussi les modalités de l'affrontement. Il rend les conflits infiniment plus meurtriers et donne à la guerre la priorité sur nos vies. Très logiquement, pour nous le faire accepter, il fabrique une idéologie justificative. Cette idéologie, dont le but essentiel est de prolonger sa survie en masquant division objective et essentielle qui existe entre les classes sociales, se fonde sur la recherche de particularismes artificiels. Suivant les besoins de la cause, ces "identités" se déclineront sur des bases géographiques, culturelles, ethniques ou religieuses... De plus, et comme par le passé, l'introduction d'armes plus meurtrières modifie la tactique militaire, crée une caste de spécialistes, dirige les rapports sociaux, et finit par créer une nouvelle caste dominante. Cette caste, née de la force et de la violence, se maintient par ces mêmes moyens. Comme toujours, des conflits internes pour le pouvoir vont la diviser, chaque fraction concurrente s'appuie sur une fiction communautariste, identitaire, et sa politique n'est plus que synonyme d'écrasement et de tuerie.

L'histoire de la civilisation pascuane

pourrait être le symbole de ce processus auto-destructeur d'une civilisation. Nous sommes sur une île du Pacifique colonisée par une même souche d'individus polynésiens. L'invention d'une pointe de flèche en obsidienne très meurtrière, dénommée mataa, conduit à la constitution d'une caste de guerrier : "les hommes aux mains sanglantes", c'est ainsi qu'ils s'appellent eux-mêmes. Tout un programme ! Cette caste devient dominante et se déchire en concurrents rivaux, elle entraîne les habitants dans des tueries sans fin. Pour justifier ces tueries, elle crée de nouvelles coutumes, des particularismes et des clans. Évaluée à son apogée à 7000 habitants, la population de l'île de Pâques est victime d'un auto-génocide. C'est un cas d'école, car coupée du monde, elle ne connaît pendant des siècles aucun risque d'invasion ou d'agression extérieure, et de ce fait l'existence de la caste militaire n'était pas justifiée^{*3}. Pour parvenir au pouvoir et s'y maintenir, il fallait que par elle-même elle crée les conditions de son existence et de sa domination. Sous l'influence de la classe dominante qui a secrété une idéologie adéquate (la division clanique), le massacre sera complet. On comptera 120 survivants seulement lors de la découverte de l'île de Pâques par les explorateurs occidentaux^{*4}.

Le syndrome initié par l'apparition d'une nouvelle technologie guerrière, donc d'une nouvelle tactique développée par une nouvelle caste guerrière qui devient dominante et qui secrète une idéologie justificative de ses agissements assassins est valable pour toutes les périodes de l'histoire sous toutes les latitudes. Cet ensemble d'événements qui bouleversent la vie collective, qui créent des conduites autodestructives (qu'elles soient individuelles ou de groupe) conduit logiquement à des catastrophes.

Ce qui se passe maintenant dans le monde est un processus qui a débuté en Occident à partir des années 1860-70. Les normes de la production industrielle

SUITE AU VERSO

LES HOMMES AUX MAINS SANGLANTES suite

capitaliste s'appliquent dès lors à l'industrie militaire. Une débauche de masses humaines sacrifiées et des tonnes de matériel gâchés caractérisent le premier conflit mondial. Puis la conscription cède le pas à la spécialisation accrue du personnel militaire. Mais la mobilisation des esprits demeure nécessaire. La propagande, à partir du deuxième conflit mondial se substitue au rôle de la loi antique. Autrefois la guerre imposait sa loi aux civils, maintenant elle agit plus subtilement par leur conditionnement. Dirigeants à la fois politiques, économiques et militaires, les élites des états ressemblent à ces "hommes aux mains sanglantes" qui luttent pour leur pouvoir par clans ou "peuples" interposés. Ils nous impliquent et nous transforment en victimes potentielles. C'est le syndrome de l'Ile de Pâques, dans lequel la seule perspective politique devient le meurtre du voisin. Le conflit israélo-palestinien en est un terrible exemple.

VICTIMES D'UN PLEONASME

La classe dominante issue de la guerre, vit de la guerre et se justifie par elle. La paix ne subsiste donc que par intervalles. Dans le monde la guerre est endémique pour des raisons obéissant aux besoins des dirigeants.

C'est ainsi que la guerre est devenue une question qui domine nos vies de plus en plus tout en étant un problème qui nous échappe puisque nous n'avons aucune prise sur son déroulement. C'est ce que les médias soulignent lorsqu'ils évoquent des "victimes innocentes". Personnellement je ne les ai jamais entendus parler de "victimes coupables". Et je pense que ce pléonasme largement

employé est révélateur de la situation dans laquelle nous sommes. Victimes et innocents, c'est-à-dire irresponsables, les médias nous renvoient illico dans le giron de l'état protecteur, celui-là même qui organise et perpétue les massacres, nous devons nous en remettre à lui pour nous protéger ! Illogique certes, mais c'est le rôle de l'idéologie de la justification de nous le faire accepter. Cela permet à Bush d'affûter son ikwa-mata sous la forme de bombinettes nucléaires, évidemment destinées à nous protéger. Cela permet à tous les "hommes aux mains sanglantes" de justifier les prochaines tueries, bien sûr pour notre bien. Mais sachons nous poser la question de nos propres responsabilités. Les victimes de n'importe quelle action guerrière contre des civils (et il faut entendre ici tant celles conduites par les états existants que par ceux en formation) sont des gens que la propagande a rendu acteurs passifs de leur propre destruction puisqu'ils s'en sont remis à leur Etat-clanique pour se protéger.

NOTRE RESPONSABILITE

La boucherie quotidienne qui nous est imposée est le résultat dramatique de

l'inconscience collective qui caractérise les habitants de la planète. Les responsabilités de la bourgeoisie dirigeante en ce qui concerne les facteurs de guerre sont claires. Mais qu'en est-il de nous tous, nous qui constituons la majeure partie de la population ?

Abordons-nous correctement la ques-

tion ? Par exemple, quand on parle de la responsabilité des travailleurs, c'est géné-

ralement sous un angle partiel. Un tel, pacifiste, accusera tel autre, ouvrier dans un arsenal, de produire du matériel de mort. Posons-nous la question : la responsabilité des ouvriers dans les usines d'armement est-elle, dans le fond, supérieure à celle d'autres ouvriers (qui, par leurs impôts, par leurs votes, et tout simplement parce qu'ils ne sont pas prêts à entrer dans la lutte collective pour changer le monde) contribuent à la pérennisation de la situation.

Nous devons assumer collective-
ment notre responsabilité dans la marche
des événements car, dans les guerres effi-
caces comme le sont les guerres capita-
listes, il est inutile de raisonner en terme
de bien ou de mal, d'innocents ou de cou-
pables. Il y a ceux qui se sont préparés à
l'affrontement, les "hommes aux mains
sanglantes", les cannibales, et ceux qui
n'y sont pas préparés, les victimes pas-
sives. Les habitants de la planète doivent
se préparer à en finir avec cette situation.
Non pas en rentrant dans la logique de la
justification de l'existence des états natio-
naux ou régionaux soit-disant chargés de
nous défendre parce que nous serions des
inaptes. Non pas en abordant le problè-
me de façon partielle ("pour la paix",
"contre les armes", ou pour "un peuple",
"un état palestinien, hébreux, alsacien,
français ou taliban") mais en le faisant
globalement. En expliquant d'abord en
quoi les théories particularistes font le jeu
des fractions rivales de la bourgeoisie.
En permettant ensuite à toutes les vic-
times potentielles de se retrouver dans un
projet collectif de transformation socia-
le.

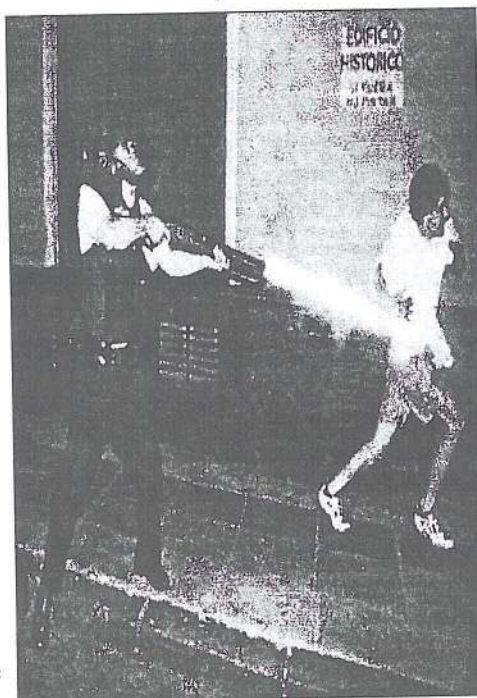
Gwenaël

* 1 - Le refoulement des pulsions sexuelles est utilisé par toutes les dictatures pour asservir l'individu. Il permet de développer l'agressivité contre "l'adversaire désigné" en même temps que la soumission vis-à-vis du "maître".

*2 - "Guerre et violence dans la Grèce antique", A. Bernard. Hachette. 199

*3 - Au sens où l'on justifie généralement cette caste.

*4 - "Histoire de la guerre", J. Keegan.
L'esprit frappeur, 2000. ♦



POUR EN FINIR AVEC LE MYTHE DU BUND

On n'a jamais tant parlé du Bund que depuis ces dernières années depuis la seconde Intifada, comme si, après avoir été obligés de parler de l'écrasement sanglant de la révolte palestinienne et de la politique génocidaire des sionistes, les libertaires avaient besoin de se trouver une compensation : un mouvement juif, mais antisioniste, car, comme le dit l'auteur de l'article sur le Bund du dernier CS, *"la sale propagande actuelle fait de chaque juif un sioniste en puissance"*.

Mais qu'a-t-on besoin de prouver ? Tout le monde sait que le mouvement libertaire a toujours compté un grand nombre de juifs qui ne se sont jamais référés au sionisme. La liste est longue des Erich Mühsam, Gustav Landauer, Emma Goldman, Voline, etc. Mais apparemment ce n'est pas suffisant. Ce qui manque pour certains, c'est une ORGANISATION spécifiquement juive. D'où l'intérêt pour le Bund. Mais qu'était donc ce fameux Bund ? Plus un parti politique qu'un syndicat, construit sur les principes marxistes autoritaires adoptés par la Ire Internationale, quand Bakounine et ses amis en furent exclus. Un parti plus révolutionnaire que les bolcheviks par certains côtés, mais par d'autres plus sectaire, car basé sur une appartenance ethnique, ce qui explique que de nombreux juifs (tant marxistes qu'anarchistes) aient préféré lutter dans des organisations plus internationalistes. Et si les bundistes ont été exterminés par les bolcheviks, puis les quelques survivants par les nazis, n'oublions pas que ce fut le cas aussi des trotskistes, pourtant peu sympathiques. Si les vaincus n'ont pas forcément tort, ils n'ont pas non plus forcément raison. Alors, pourquoi donner tant d'importance à ce mouvement tragiquement disparu ?

Il est triste de voir qu'il y a encore des juifs libertaires qui pensent qu'on peut être juif autrement que par hasard, rejoignant ainsi les théories fumeuses sur l'"exception juive" qu'on s'attendrait plutôt à retrouver chez les théoriciens de l'antisémitisme. Il semble loin le temps où Georges Brassens parlait des "imbéciles heureux qui sont nés quelque part".

L'antisémitisme s'est manifesté de bien des façons, mais ce n'est pas de l'antisémitisme que de condamner le sionisme, qui ne fait que perpétuer le mythe des races "supérieure" et "inférieure". Aucun libertaire, à plus forte raison juif, ne devrait se sentir visé. Ma sympathie va à tous mes frères anarchistes, juifs et non-juifs mélangés, qui ont lutté dans la Makhnovtchina, dans les milices révolutionnaires en Espagne, dans les mouvements ouvriers à travers le monde, contre tous les fascismes et toutes les formes de racisme, mais aussi contre la démocratie bourgeoise, ses guerres, son colonialisme et sa destruction des peuples. Des juifs ont été de tous ces combats, non pas en tant que juifs, mais en tant que révolutionnaires, et nous nous reconnaissons en eux. Par contre, d'autres ont mené des combats qui n'étaient pas les nôtres, et le fait qu'ils étaient juifs ne doit pas nous égarer. J'ai été époustoufflé en lisant un article d'Alternative libertaire où on reprochait aux anarchistes de l'époque de ne pas s'être suffisamment investis lors de l'affaire Dreyfus. En quoi le sort du CAPITAINE Dreyfus, fût-il juif, devrait-il intéresser les antimilitaristes ? Détail cocasse, le seul anarchiste de l'époque qui trouve grâce aux yeux d'AL, c'est Kropotkine, qui aurait volé au secours de Dreyfus alors que la majorité des anarchistes se voilaient pudiquement la face. Le même Kropotkine qui fut l'un des seuls libertaires à se prononcer pour la guerre contre l'Allemagne. Pas étonnant qu'il ait tenu à démontrer que Dreyfus n'était pas un espion ! Si les anarchistes veulent dénoncer l'antisémitisme, ils peuvent trouver des exemples plus intéressants que l'affaire Dreyfus, dont la révolutionnaire juive Rosa Luxemburg, disait que c'était un conflit interne à la bourgeoisie qui ne concernait en aucune façon les révolutionnaires. Autre exemple de cette dérive identitaire : pour fêter dignement le deuxième millénaire de la naissance du Christ, la CNT Vignoles avait organisé une semaine militante avec moult débats autour du 1er mai 2000. En bonne place au menu, les libertaires et le Yiddishland et le Bund. Par contre, pas un mot sur le drame palestinien, ni même sur le sionisme. Pas intéressant, ou trop gênant pour en parler ? Et maintenant, avec l'insoutenable au quotidien, est-ce qu'on va en parler ?

Marius Jacob ♦

Sur votre agenda

TOULOUSE :

Une permanence publique se tient au siège du syndicat, 7 rue St Remy, tous les Samedi de 17h à 19h. Une table de presse est assurée tous les Dimanche au marché St Sernin à partir de 10h30. Une autre au RU du Mirail.

Dimanche 21 avril

A l'initiative du groupe Albert Camus un rassemblement aura lieu

AU ROND POINT DARTY à 10 h.

La CNT-AIT de Toulouse appelle à se joindre à ce rassemblement qui coïncide avec l'anniversaire de l'explosion d'AZF (7ème mois) et rappellera à la population le rôle des élus dans le crime perpétré à Toulouse.

Mercredi 1er Mai

Contre le capitalisme et la guerre : solidarité internationale

Rassemblement CNT-AIT Dalle de BELLEFONTAINE 10 heures

(Le 1er mai est un jour sans métro ni bus. Les personnes qui n'ont pas de moyen de locomotion pour se rendre à Bellefontaine peuvent prendre contact dès à présent en téléphonant ou en passant au local)

A partir de 13 h 30, pique-nique à la Ferme des 50 à Ramonville.

Samedi 4 Mai à 17 h.

Débat sur la situation internationale (Argentine, Moyen Orient...) 7 rue St Remy.

MONTAUBAN :

Table de presse tous les Samedi au marché Prax Paris à partir de 10h30.

Réunion publique mensuelle (se renseigner à la table de presse).

LES FAISEURS DE HAINE

"Nous ne sommes pas en présence d'antisémitisme, mais face à des actes de voyous qui traduisent à leur manière ce qu'ils ressentent du Proche-Orient. Rien à voir avec un mouvement organisé à des fins politiques précises : ôter aux juifs leur liberté ou leur vie". Ainsi s'exprimait, Théo Klein ex-président du CRIF (Comité représentatif des institutions juives de France - Libé du 03/03/2002), à propos des dégradations commises ces derniers jours contre des synagogues et des bâtiments appartenant à des institutions juives de France. Et il ajoutait : *"...il est de notre devoir d'aller plus loin dans l'analyse"*. Monsieur Klein a bien du courage d'affirmer cela, dans un tel climat de propagande pro-Israélienne où toute critique de l'état d'Israël est immédiatement taxée de déclaration antisémite. Sur la page même où s'exprimait Théo Klein, Libé titrait en gras *"Antisémitisme : la France agressée"*.

Pourtant, et nous l'avons rappelé dans les précédents numéros du Combat Syndicaliste de Midi-Pyrénées, la dénonciation du sionisme (c'est-à-dire le rejet de la politique raciste et d'apartheid de l'état israélien) n'a rien à voir avec l'antisémitisme. Mais prenant au mot Monsieur Klein, nous lui proposerions, pour poursuivre l'analyse, une piste de réflexion. Pourquoi ces "voyous", "non antisémites" "confondent-ils" des synagogues avec des lieux pro-sionistes ? Pourquoi tant d'hommes politiques, tant de journalistes, tant d'intellectuels de "gôche" confondent-ils (ou font-ils semblant de confondre) ces actes de "voyous" avec de l'antisémitisme ? Nous croyons hélas que les émissaires pro-sionistes de l'état israélien font tout ce qui est en leur pouvoir pour mélanger le fait d'être d'origine juive et celui d'être partisan de la politique de l'état d'Israël. Ce qui, au vu de leur conception de l'état, paraît de leur part fort logique. On sait tous qu'en Israël, les opposants au sionisme sont muselés, marginalisés, menacés et que leur pouvoir d'expression est réduit à une peau de chagrin. Mais en France, loin des foudres de Sharon et des extrémistes religieux, pourquoi tant de silence, pourquoi une telle complicité des médias avec les sionistes ? En rendant indissociables les mots Juif et Israël, les sionistes ont pris en otage tous les juifs du monde. Connaissant le passé antisémite de l'Europe, un tel jeu paraît d'un cynisme effroyable. Pire, c'est un appel à la haine. Nous croyons sincèrement que tant que les institutions juives, religieuses ou autres, ne se démarqueront pas de la politique coloniale de l'état israélien, il y aura des gens pour assimiler "synagogue" et "Israël de Sharon et de Péres".

Nous proposerons à Monsieur Klein une seconde piste de réflexion. Bon nombre de journaux écrits ou parlés, évitant soigneusement l'hypothèse de manœuvres des services secrets israéliens, ont joué à faire le lien entre ces actes antisionistes et les jeunes beurs de banlieue. (*"Ces auteurs... probablement issus des banlieues comme le laisse à penser l'utilisation de voiture bélier à Lyon"* - France inter). On voit très vite apparaître le cliché : *"Les Arabes musulmans contre les Juifs"*. Les sionistes, faiseurs de haine, en seraient ravis. La solution à ce poison de société que sont le racisme (sionisme et antisémitisme inclus), le nationalisme et la religion passe par la lutte pour l'internationalisme et contre le pouvoir des états et des églises.

S'il faut aller plus loin dans l'analyse comme le suggère Monsieur Klein, il convient d'abord de s'interroger sur les causes des inégalités sociales, sur la pratique de la démocratie, sur l'utilité des frontières, et sur le rôle des médias et des intellectuels.

Samuel et Farida. ♦

L'apartheid par les chiffres.

La population : Les Palestiniens d'Israël représentent 20% de la population, mais seulement 4% des magistrats et 0.5% des professeurs d'université. En 1998, l'Office des Nations unies chargé des réfugiés palestiniens estimait leur nombre à 3,5 millions de personnes. 30% vivent dans des camps en Jordanie, Cisjordanie, Liban, Syrie ou dans la bande de Gaza. Le revenu d'une famille arabe d'Israël est en moyenne 30% inférieure à celui d'une famille juive.

La terre : Depuis 1948, 500 localités juives ont été construites sur les 200 000 ha confisqués par l'état Israélien aux palestiniens d'Israël. Actuellement 75% des terres de la ville de Jérusalem appartiennent aux Israéliens et 25% aux palestiniens, soit une répartition inverse de celle qui prévalait en 1948, date de la création de l'état d'Israël.

L'eau : Les colons israéliens consomment dans les territoires occupés 7 fois plus d'eau que les palestiniens pour une population 10 fois moins importante. Ils se voient octroyer 3 fois plus d'autorisations de creuser de nouveaux puits que les palestiniens. L'état d'Israël détourne annuellement 75 % des eaux pompées en Cisjordanie et près de 80 % des eaux de la bande de Gaza. 60 % de la consommation en eau d'Israël provient de ces deux zones.

La révolte : Au 3 décembre 2001, la seconde intifada avait provoqué la mort de 1 045 personnes, dont 802 palestiniens et 223 israéliens. Lors de la première, on a comptabilisé plus de 2 000 morts, pour la plupart des adolescents palestiniens.

(Pour en savoir plus :
"Questions sur les palestiniens"
Jocelyn Grange & G. de Véricourt.
Collection "Les essentiels"
Editions Milan. 2002) ♦